

REPUBLIQUE TOGOLAISE

\*\*\*\*\*

MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE

\*\*\*\*\*

PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE GOUVERNANCE MINIERE (PDGM)

\*\*\*\*\*

# **RAPPORT FINAL**

## **ENQUETE DE PERCEPTION SUR LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE L'EXPLOITATION MINIERE AU TOGO**

---

***Destinataire***

**Projet de Développement et de Gouvernance minière  
(PDGM)**

**Tél. 22200762/22425255**

**[pdgm.mme@gmail.com](mailto:pdgm.mme@gmail.com)**

---

***Présenté par :***

Jean-Aimé KOMBATE Kangnaguidjoa

Socio-Economiste

2941 Avenue de la Chance, Agbalépédo, LOME-TOGO

Tél : (+228) 90 04 63 92/22 35 13 21

E-mail : [jkombate@hotmail.com](mailto:jkombate@hotmail.com) / [jkombate@gmail.com](mailto:jkombate@gmail.com)

**Décembre 2017**

## TABLE DES MATIERES

RESUME .....	10
INTRODUCTION .....	18
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	20
1.1. Rappel du contexte de la mission.....	20
2. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	22
2.1. Objectif général .....	22
2.2. Objectifs spécifiques .....	22
3. METHODOLOGIE ADOPTEE POUR L'ECHANTILLONNAGE, LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DONNEES .....	22
3.1. Revue documentaire .....	22
3.2. Recherche qualitative .....	23
3.3. Recherche quantitative .....	24
3.4. Méthode d'échantillonnage .....	24
3.4.1. Détermination de l'échantillon des ménages à enquêter .....	24
3.4.2. Localisation géographique et répartition territoriale des sites enquêtés .....	25
3.4.2.1. Localisation géographique des ménages enquêtés .....	25
3.4.2.2. Répartition territoriale (par préfecture) des ménages enquêtés .....	26
3.5. Traitement et analyse de données .....	26
1. PRESENTATION DE LA PERCEPTION DES PERSONNES-RESSOURCES SUR LA GOUVERNANCE MINIERE AU TOGO .....	27
1.1. Existence de plaintes des populations locales contre les entreprises extractives .....	27
1.2. Modes d'enregistrement et de gestion des plaintes .....	28
1.2.1. Modes d'enregistrement des plaintes .....	28
1.2.2. Modes de gestion des plaintes .....	28
1.3. Acteurs impliqués dans la gestion des plaintes .....	29
1.4. Existence de plaintes de la population contre les autorités administratives.....	29
1.5. Modes d'enregistrement et de gestion de plaintes contre les autorités administratives locales .....	30
1.6. Connaissance et compréhension de l'ITIE par les personnes-ressources .....	30
1.7. Moyens de réduction des impacts environnementaux .....	30
1.8. Tribune libre (commentaires/remarques/observations) .....	31
2. PRESENTATION DE LA PERCEPTION DES MENAGES SUR LA GOUVERNANCE MINIERE AU TOGO .....	32
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés .....	32
2.1.1. Sexe.....	32
2.1.2. Age .....	32
2.1.3. Situation matrimoniale .....	33
2.1.4. Taille du ménage.....	33
2.1.5. Religion.....	34
2.1.6. Catégorie socioprofessionnelle .....	34
2.1.7. Niveau d'éducation formelle .....	35

<b>2.1.8.</b>	<b><i>Durée de résidence et niveau de satisfaction de vivre dans le milieu</i></b> .....	35
2.1.8.1.	Durée de résidence .....	35
2.1.8.2.	Niveau de satisfaction de vivre autour des sites miniers .....	36
2.1.8.3.	Raisons de non satisfaction de vivre dans le milieu de résidence .....	36
<b>2.2.</b>	<b>Analyse de la perception des populations riveraines des sites miniers sur la gouvernance minière et la gestion des impacts environnementaux</b> .....	37
<b>2.2.1.</b>	<b><i>Connaissance et appréhension des problèmes environnementaux autour des sites miniers</i></b> .....	37
2.2.1.1.	Connaissance du lien entre dégradation de l'environnement et exploitation minière.....	37
2.2.1.2.	Connaissance des principaux impacts environnementaux de l'exploitation minière .....	38
2.2.1.3.	Appréhension de l'ampleur des impacts environnementaux de l'exploitation minière .....	39
<b>2.2.2.</b>	<b><i>Perception de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux</i></b> .....	39
2.2.2.1.	Perception de l'exposition à la pollution atmosphérique par les gaz .....	39
2.2.2.2.	Perception de l'exposition à la pollution physico-chimique des eaux .....	40
2.2.2.3.	Perception de l'exposition à la dégradation des sols et paysage par des déchets solides et chimiques .....	41
2.2.2.4.	Perception de l'exposition à la perte de la flore et de la biodiversité.....	41
2.2.2.5.	Perception de l'exposition à la perte de la faune sauvage et des habitats .....	42
2.2.2.6.	Perception de l'exposition aux risques de pollution sonore .....	43
2.2.2.7.	Perception de l'exposition aux risques d'accidents et aux IST/VIH.....	43
2.2.2.8.	Perception de l'exposition aux risques de pertes d'emplois locaux.....	44
2.2.2.9.	Perception de l'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale .....	45
2.2.2.10.	Perception de l'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau.....	45
2.2.2.11.	Perception de l'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux.....	46
<b>2.2.3.</b>	<b><i>Evaluation du degré d'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux</i></b> .....	47
2.2.3.1.	Degré d'exposition aux risques de pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins .....	47
2.2.3.2.	Degré d'exposition aux risques de pollution physique et chimique des eaux.....	47
2.2.3.3.	Degré d'exposition aux risques de dégradation des sols et du paysage.....	48
2.2.3.4.	Degré d'exposition aux pertes de la flore et de la biodiversité .....	49
2.2.3.5.	Degré d'exposition aux pertes de la faune sauvage et des habitats .....	49
2.2.3.6.	Degré d'exposition aux risques d'accidents et IST/VIH .....	50
2.2.3.7.	Degré d'exposition aux risques de perte d'emplois locaux.....	51
2.2.3.8.	Degré d'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale .....	51
2.2.3.9.	Degré d'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques.....	52
2.2.3.10.	Degré d'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux .....	53
<b>2.2.4.</b>	<b><i>Perception des impacts humains de l'exploitation minière</i></b> .....	54
2.2.4.1.	Perception des conséquences liées à l'utilisation des eaux de surface contaminées.....	54
2.2.4.2.	Pathologies à l'utilisation des eaux de surface contaminées.....	54

2.2.4.3.	Avis sur la consommation et/l'utilisation des eaux contaminées .....	55
2.2.4.4.	Avis sur les conséquences liées aux déchets solides, gaz et poussières.....	56
2.2.4.5.	Avis sur l'amélioration ou non des impacts environnementaux.....	56
2.2.4.6.	Avis sur la responsabilité en matière de dégradation de l'environnement .....	57
2.2.4.7.	Existence des conflits sociaux et économiques.....	57
2.2.4.8.	Acteurs des conflits sociaux et économiques et moyens de leur gestion.....	58
2.2.4.9.	Perception de la relation entre les populations riveraines des sites miniers et les entreprises extractives ..	58
2.2.4.10.	Perception de la relation entre les populations riveraines et les autorités publiques .....	59
2.2.4.11.	Existence de canaux de communication formalisés entre les Populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives.....	60
2.2.4.12.	Moyens de réduction des impacts environnementaux.....	60
2.2.4.13.	Connaissance et compréhension de l'ITIE .....	61
2.2.4.14.	Tribune libre (commentaires/remarques/observations) .....	61
<b>3.</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>63</b>
<b>3.1.1.</b>	<b><i>A l'endroit des entreprises extractives</i></b> .....	<b>63</b>
<b>3.1.2.</b>	<b><i>A l'endroit de l'autorité publique</i></b> .....	<b>63</b>
<b>3.1.3.</b>	<b><i>A l'endroit des populations bénéficiaires</i></b> .....	<b>63</b>
	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>64</b>
	<b>ANNEXES</b> .....	<b>65</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des personnes-ressources enquêtées par catégorie socioprofessionnelle .....	23
Tableau 2 : Répartition des personnes ressources-enquêtés selon les sites d'exploitation minière.....	24
Tableau 3 : Référentiel d'un échantillonnage représentatif.....	25
Tableau 4 : Répartition des ménages enquêtés selon la localisation géographique (région) .....	25
Tableau 5 : Répartition territoriale (par préfecture) des ménages enquêtés .....	26
Tableau 6 : Principaux acteurs impliqués dans la gestion des plaintes .....	29
Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance et leur compréhension de l'ITIE .....	30
Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon leurs commentaires/observations dans la tribune libre.....	31
Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon les raisons de non satisfaction de vivre dans le milieu résidence .....	37
Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance et leur compréhension de l'ITIE .....	61
Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon leurs commentaires/observations dans la tribune libre ....	62

## Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'existence de canaux de communication entre les populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives.	27
Graphique 2 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens d'enregistrement de plaintes contre les entreprises extractives.....	28
Graphique 3 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens de gestion des plaintes contre les entreprises extractives .....	28
Graphique 4 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur l'existence de plaintes de la population contre les autorités administratives.....	29
Graphique 5 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens d'enregistrement et de gestion de plaintes contre les entreprises extractives .....	30
Graphique 6 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens de réduction des impacts environnementaux .....	31
Graphique 7 : Répartition des ménages enquêtés selon le sexe du répondant.....	32
Graphique 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge .....	32
Graphique 9 : Répartition des enquêtés selon la situation matrimoniale .....	33
Graphique 10 : Répartition des enquêtés selon la taille du ménage.....	33
Graphique 11 : Répartition des enquêtés selon la religion .....	34
Graphique 12 : Répartition des enquêtés selon la catégorie socioprofessionnelle.....	34
Graphique 13 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction.....	35
Graphique 14 : Répartition des enquêtés selon la durée de résidence .....	36
Graphique 15 : Répartition des enquêtés selon le niveau de satisfaction de vivre autour des sites miniers .....	36
Graphique 16 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance du lien entre dégradation de l'environnement et exploitation minière.....	38
Graphique 17 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance des impacts environnements de l'exploitation minière.....	38
Graphique 18 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur l'ampleur des impacts environnementaux .....	39
Graphique 19 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la pollution atmosphérique par les gaz.....	40
Graphique 20 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la pollution physico-chimique des eaux.....	40

Graphique 21 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la dégradation des sols et paysage par des déchets solides et chimiques .....	41
Graphique 22 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur la perte de la flore et de la biodiversité dans leur environnement .....	42
Graphique 23 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur perte de la faune sauvage et habitats dans leur environnement .....	42
Graphique 24 : Répartition des enquêtés selon leur perception à l'exposition au risque de pollution sonore dans leur environnement .....	43
Graphique 25 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque d'accidents et aux IST/VIH.....	44
Graphique 26 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de perte d'emplois locaux.....	44
Graphique 27 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de diminution de la production agropastorale .....	45
Graphique 28 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de sédimentation des cours d'eau.....	46
Graphique 29 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux.....	46
Graphique 30 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques et dangers de pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins .....	47
Graphique 31 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques et dangers de pollution physique et chimique des eaux .....	48
Graphique 32 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de dégradation des sols et du paysage .....	48
Graphique 33 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux pertes de la flore et de la biodiversité.....	49
Graphique 34 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux pertes de la faune sauvage et des habitats .....	50
Graphique 35 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques d'accidents et IST/VIH .....	50
Graphique 36 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de pertes d'emplois locaux .....	51

Graphique 37 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale .....	52
Graphique 38 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques.....	52
Graphique 39 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux .....	53
Graphique 40 : Répartition des enquêtés selon leur perception des conséquences liées à l'utilisation des eaux de surface contaminées .....	54
Graphique 41 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance des pathologies liées à l'utilisation ou à l'exposition des eaux de surface contaminées.....	55
Graphique 42 : Répartition des enquêtés selon l'utilisation des eaux de surface contaminées .....	55
Graphique 43 : Répartition des enquêtés selon leur perception des conséquences liées à l'exposition aux déchets solides et aux gaz.....	56
Graphique 44 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur l'amélioration ou non des impacts environnementaux dans leur milieu .....	56
Graphique 45 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur la responsabilité en matière de dégradation de l'environnement.....	57
Graphique 46 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur l'existence de conflits sociaux ou économiques liés à l'exploitation minière .....	57
Graphique 47 : Répartition des enquêtés selon les moyens de gestion des conflits sociaux et économiques liés à l'exploitation minière .....	58
Graphique 48 : Répartition des enquêtés selon la perception des relations entre les populations riveraines et les entreprises extractives .....	59
Graphique 49 : Répartition des enquêtés selon la perception des relations entre les populations riveraines et les autorités publiques.....	59
Graphique 50 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'existence de canaux de communication entre les Populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives	60
Graphique 51 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens de réduction des impacts environnementaux .....	61

## Sigles et acronymes

CCD	Comité Cantonal de Développement
CDQ	Comité de Développement de Quartier
CVD	Comité Villageois de Développement
IST/VIH	Infections Sexuellement Transmissibles/Syndrome de l'Immuno Déficience Acquis
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PDGM	Projet de Développement et de Gouvernance Minière
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
SNPT	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
TdR	Termes de Référence
WACEM	West African Cement

## RESUME

L'étude objet de « l'Enquête de perception sur les impacts environnementaux du secteur minier au Togo » s'est évertuée à faire une revue documentaire et à recueillir l'avis de quelques experts sur l'état des lieux de l'exploitation minière au Togo, sur les défis majeurs du secteur et sur la situation des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière. Par ailleurs, elle a appréhendé la perception d'un échantillon représentatif des populations riveraines des sites miniers en termes de connaissance, exposition et degré d'exposition aux impacts environnementaux de l'exploitation minière au Togo.

La perception des personnes-ressources sur la gouvernance minière au Togo a été appréhendée à travers les entretiens qualitatifs sur dix (10) points clés à savoir :

1. L'existence de plaintes des populations riveraines des sites miniers contre les entreprises extractives et les autorités administratives au sujet de la gouvernance minière ;
2. Les modes d'enregistrement et de gestion des plaintes ;
3. Les acteurs impliqués dans la gestion des plaintes ;
4. L'existence des conflits sociaux et économiques liés à la gouvernance minière ;
5. Les acteurs impliqués dans ces conflits ;
6. Les modes de gestion de ces conflits ;
7. La connaissance et la compréhension de l'ITIE ;
8. Les moyens de réduction des impacts environnementaux ;
9. Les défis majeurs pour l'amélioration des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière ;
10. La tribune libre (commentaires/remarques/observations).

Selon les résultats des entretiens qualitatifs, il ressort que :

- ✓ la majorité des personnes interrogées (78,9%) estiment avoir connaissance des plaintes des populations locales contre les entreprises extractives relativement à la gouvernance minière.
- ✓ la majorité des plaintes (60,9%), émises par les populations riveraines contre les entreprises extractives sont enregistrées auprès des autorités administratives.

- ✓ la majorité des personnes enquêtées (57,1%) affirment que les plaintes déposées contre les entreprises se soldent par des conciliations et négociations.
- ✓ les acteurs impliqués dans la gestion des plaintes sont de l'avis des personnes enquêtées et par ordre de citation : les autorités administratives (83%) dont notamment le Ministre en charge du secteur des Mines, les chefs de délégation spéciaux et les Préfets, les cadres des milieux abritant les sites miniers (28%), les entreprises extractives (15%). Il est à noter la faible participation des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la gestion et le règlement des plaintes relatives à la gouvernance minière.
- ✓ la majorité des enquêtées (59%) estiment qu'il n'y a pas en leur connaissance des plaintes des populations riveraines liées aux impacts environnementaux de l'exploitation minière contre les structures administratives locales. Cependant, plus d'un tiers des enquêtés (41%) soulignent connaître des cas de plaintes contre des autorités administratives, et ce pour des problèmes de gouvernance minière.
- ✓ Pour la majorité des enquêtés (60,9%), les plaintes contre les autorités administratives sont enregistrées auprès de leurs structures hiérarchiques régionales ou nationales et gérés également par celles-ci.
- ✓ la majorité des personnes ressources (52,7%) affirment ne pas connaître l'ITIE. De la proportion des enquêtés (47,3%) ayant affirmé avoir connaissance de l'ITIE, plus d'un tiers d'entre eux (38,1% soit 24 répondants) soulignent avoir travaillé avec cette structure.
- ✓ près de la moitié des enquêtés ayant affirmé connaître l'ITIE (41,3%) disent n'avoir pas pu améliorer leur compréhension de l'ITIE par rapport à 2016.
- ✓ les avis des personnes-ressources divergent sur les défis majeurs ou les moyens de réduction des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière. Ces enquêtés retiennent dans leur plan d'action de réduction des impacts environnementaux et par ordre de citation : la restauration et le reboisement des sites déjà exploités (43,6%), le respect des mesures de sauvegarde environnementale (23,3%), l'utilisation des outils de production moins polluants (20,3%) et le recyclage des déchets issus de l'exploitation minière.

En termes d'attentes, près d'un quart des personnes-ressources enquêtées (24%) estiment qu'il est nécessaire de réhabiliter et/ou construire des infrastructures telles que les marchés, les écoles, les centres de santé, les routes, l'adduction d'eau potable, électrification, etc.). Près d'un tiers d'entre eux estiment par contre qu'il est impérieux de recruter les jeunes des localités abritant les sites miniers dans ces unités extractives

et d'assurer par ailleurs une gestion optimale des ressources minières. Enfin, la prise en compte des opinions des communautés riveraines dans la gestion des impacts environnementaux paraît nécessaire pour plus d'un dixième des enquêtés (13,5%).

L'analyse de la perception des populations riveraines des sites miniers sur les impacts environnementaux quant à elle, a porté sur les thèmes suivants :

1. Connaissance et appréhension des problèmes environnementaux autour des sites miniers ;
2. Perception de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux ;
3. Evaluation du degré d'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux ;
4. Perception des impacts humains de l'exploitation minière.

### **Connaissance et appréhension des impacts environnementaux autour des sites miniers**

Sur ce point, les constats suivants sont faits :

- ✓ Les populations riveraines des sites d'exploitation minière sont conscientes des conséquences de l'exploitation des mines sur leur environnement.
- ✓ Une très forte proportion des enquêtés (94%) sont convaincus que l'exploitation minière dans leur milieu s'accompagne d'une dégradation environnementale.
- ✓ les impacts les plus connus sont par ordre d'énumération : la pollution des sources d'eau (82%), la dégradation des sols (74%), le déboisement et la déforestation (71%), la réduction de production agricole (64%) et la perturbation des écosystèmes (31%).
- ✓ la grande majorité de la population enquêtée (92,2%) est consciente de l'ampleur des impacts de l'exploitation minière sur l'environnement puisque plus d'un tiers (35,6%) trouve l'ampleur très grande, un quart (25%) la trouve assez grande et près d'un tiers (31,6%) l'estime grande.

### **Perception de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux**

Il ressort de l'enquête, relativement à ce point que :

- ✓ La majorité des enquêtés (58,6%) savent que leur zone de résidence est exposée à la pollution atmosphérique par la poussière et les gaz issus de l'exploitation minière.

- ✓ Une forte proportion des enquêtés (89,8%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée à la pollution physico-chimique des eaux souterraines et de surface, contaminées à cause de l'exploitation minière.
- ✓ Une forte majorité des enquêtés (86,4%) savent que leur zone de résidence est exposée à la dégradation des sols et le paysage dus au rejet des déchets solides et chimiques issus de l'exploitation minière.
- ✓ Une forte majorité des enquêtés (58,6%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée à la perte de la flore due à l'abattage anarchique des arbres et aussi à la perte de la biodiversité à cause de l'exploitation minière.
- ✓ La majorité des enquêtés (68,5%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée à la perte de la faune sauvage et des habitats à cause de l'exploitation minière.
- ✓ La majorité des enquêtés (57,9%) savent que leur zone de résidence est exposée aux risques sonores liés l'exploitation minière.
- ✓ Une forte proportion des enquêtés (83,6%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée aux risques d'accidents et aux IST/VIH
- ✓ Une forte majorité des enquêtés (75%) sont au courant que leur zone de résidence pourrait être exposée aux risques de pertes d'emplois locaux du fait de la baisse de l'activité d'exploitation minière ou à la fermeture des sites miniers.
- ✓ La majorité des enquêtés (58,8%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée aux risques de diminution de la production agropastorale liée à la perturbation des écosystèmes naturels et aux changements climatiques.
- ✓ La majorité des enquêtés (62,6%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée aux risques de sédimentation des cours d'eau à cause de l'exploitation minière.
- ✓ La majorité des enquêtés (72,6%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux pour l'exploitation minière.

### **Evaluation du degré d'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux**

Concernant l'ampleur de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux, les conclusions de la majorité des personnes enquêtées sont les suivantes :

- ✓ le risque perçu lié à pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins est relativement élevé ;
- ✓ le risque perçu lié à pollution physico-chimique des eaux est relativement élevé ;
- ✓ Le risque perçu lié à dégradation des sols et du paysage est relativement élevé ;
- ✓ le risque perçu lié aux pertes de la flore et de la biodiversité est relativement élevé ;
- ✓ Le risque perçu lié aux pertes de la faune sauvage et des habitats est relativement élevé ;
- ✓ Le risque perçu lié accidents et aux IST/VIH paraît relativement élevé ;
- ✓ le risque de perte d'emplois locaux est relativement élevé ;
- ✓ Le risque perçu lié à la diminution de la production agropastorale paraît relativement élevé ;
- ✓ le risque perçu lié à la sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques paraît relativement élevé ;
- ✓ Le risque perçu lié à la dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux paraît relativement élevé ;

La quasi-totalité des enquêtés (près de 93%) savent que l'utilisation des eaux de surface contaminées par les produits chimiques des sites miniers peut avoir des conséquences néfastes sur la santé de la population riveraine. Ceci montre que les enquêtés savent qu'ils peuvent être victimes de pathologies s'ils utilisent, consomment ou sont exposés aux eaux de surface contaminées par les produits chimiques issus de l'exploitation minière. Quand bien même ils se disent convaincus des conséquences néfastes de la consommation ou de l'utilisation des eaux contaminées par les produits chimiques issus de l'exploitation minière, force est de constater que la majorité d'entre eux (61%) déclarent les utiliser pour leurs besoins quotidiens.

Par ailleurs, la quasi-totalité des répondants (92%) affirment être au courant des conséquences que peut entraîner l'exposition aux déchets solides, gaz et poussières émanant de l'exploitation minière. En effet, elles citent par ordre d'importance les pathologies telles que les maladies respiratoires, les maux d'yeux, les caries et autres infections buccales.

En outre, les constats saillants suivants sont à noter :

- ✓ Une très forte majorité des enquêtés (95%) affirment qu'il n'y a pas d'amélioration des impacts environnementaux de l'exploitation minière au cours

de l'année dernière. Corrélativement à ce constat, la majorité des enquêtés (64,3%) trouvent que l'Etat est le principal responsable de cette situation. Cependant près d'un quart (24,3%) des enquêtés estiment que les entreprises extractives en sont les principaux responsables.

- ✓ La majorité des enquêtés (69%) affirment qu'il y a eu par le passé des conflits sociaux et économiques liés à l'exploitation minière dans leur localité. Ces conflits se sont manifestés par des soulèvements des populations contre les entreprises extractives (cas du soulèvement populaire des femmes et jeunes des villages riverains du minerai de fer de Bangéli dans la préfecture de Bassar du 10 au 14 février 2014 contre la Société MM. Mining revendiquant leurs droits).
- ✓ Pour près de la moitié des enquêtés (49%), les conflits sociaux et économiques engendrés par l'exploitation minière sont gérés selon la voie administrative tandis que plus d'un tiers (41%) affirment que ces conflits sont gérés par voie coutumière. On note que le règlement des conflits par voie judiciaire est très faiblement représenté (moins de 1%).
- ✓ Pour une forte majorité des enquêtés (78%), les populations riveraines des sites miniers entretiennent des relations relativement mauvaises avec les entreprises extractives. En effet, pour près de la moitié d'entre eux (48%) ces relations sont plutôt tendues tandis que pour près d'un tiers (30%). Cette perception est symptomatique du niveau d'accentuation des impacts environnementaux.
- ✓ Pour près de la moitié des enquêtés (43,7%), les populations riveraines des sites miniers entretiennent des relations relativement mauvaises avec les autorités publiques à propos de l'exploitation minière. En effet, pour près d'un quart d'entre eux (23,7%), ces relations sont même très mauvaises. C'est ce que révèle le contenu du graphique 49. Cette perception pourrait être corrélée au fait que la majorité des répondants tiennent l'Etat responsable de la dégradation progressive des conditions de vie et de l'accentuation des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière.
- ✓ La majorité des enquêtés (70%) estiment qu'il n'y a pas de canaux de communication formalisés entre les populations locales, les autorités publiques et les entreprises extractives pour débattre des questions clés liées à l'exploitation minière. Les canaux informels utilisés jusqu'à ce jour sont mal exploités et produisent des résultats peu efficaces dans la résolution des conflits.
- ✓ Les avis des enquêtés sont divergents sur les moyens de réduction des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière. Les enquêtés retiennent dans leur plan d'action de réduction des impacts environnementaux et par ordre de citation : le reboisement et la création des retenues d'eau autour des sites restaurés (36,6%), l'utilisation des outils de production moins polluants

(20,9%), la réhabilitation des infrastructures (15,7%), la mise en place d'un mécanisme de restauration des sites (15,4%) et le respect par les entreprises extractives de leurs engagements relativement aux lois en vigueur.

- ✓ Une forte majorité des ménages enquêtés (88%) affirment ne pas connaître l'ITIE. De la faible proportion des enquêtés (11,7%) ayant affirmé avoir connaissance de l'ITIE, plus de la moitié d'entre eux (52,4% soit 43 répondants) soulignent avoir travaillé avec cette structure.
- ✓ La majorité des enquêtés ayant affirmé connaître l'ITIE (62,2%) disent n'avoir pas pu améliorer leur compréhension de l'ITIE par rapport à 2016.
- ✓ La majorité des enquêtés des enquêtés (62%) estiment qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions de vie des ouvriers, de recruter la main d'œuvre locale, de réhabiliter et construire des infrastructures telles que les marchés, les écoles, les centres de santé, les routes, etc.) dans les localités abritant les sites miniers, et dans une moindre mesure de dédommager les propriétaires terriens.

### **Recommandations**

Au regard de tous ces constats, le consultant fait les recommandations suivantes :

#### **\* *A l'endroit des entreprises extractives***

- Mettre en application les plans de gestion environnementale et sociale (PGES) et les plans de gestion de risque (PGR) issus des évaluations environnementales ;
- Réhabiliter et restaurer les sites miniers après exploitation ;
- Mettre en place des systèmes de gestion efficace des déchets.

#### **\* *A l'endroit de l'autorité publique***

- Mettre en place un outil de communication pérenne entre les acteurs clés du secteur minier (une sorte de plateforme de redevabilité animée par l'ensemble de ces acteurs) ;
- Veiller au respect des règles et normes qui régissent l'exploitation des mines ;
- Elaborer et faire mettre en œuvre les normes de rejets des déchets dans l'air, l'eau et sur le sol et veiller à leur respect par les entreprises extractives ;
- Associer les populations de la zone minière dans la gestion des impacts environnementaux ;

\* ***A l'endroit des populations bénéficiaires***

- Mettre en place des plans de développement communautaire dans les zones minières ;
- Sensibiliser les populations riveraines des sites miniers, notamment les CVD, CDQ, les CCD et les groupements de femmes sur les dangers et les risques des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière et les mesures de protection sanitaire à mettre en œuvre pour éviter les maladies qui peuvent en découler.

## **INTRODUCTION**

Le Togo jouit d'importantes potentialités de par ses ressources naturelles en général et minières en particulier, notamment le phosphate, le calcaire, le marbre, le fer, l'Or et le diamant. Grâce à l'exploitation des ressources minières, le pays a enregistré depuis 2011, une valeur ajoutée évolutive essentiellement dans le secteur extractif due aux nouvelles réformes entreprises par les autorités publiques. La contribution du secteur à l'économie nationale provient de l'exploitation du clinker et du phosphate (99,7 % du total des revenus du secteur). En 2014, la contribution du secteur minier au budget de l'Etat est de 16,7 milliards FCFA contre 22,3 milliards FCFA en 2013 et 29,6 milliards FCFA en 2011. En termes de participation à l'insertion socioprofessionnelle, le secteur a généré en 2010 au moins 1648 emplois formels et 2332 emplois informels.

Malgré ces atouts, l'économie togolaise reste encore fragile et vulnérable aux aléas climatiques et aux chocs exogènes. L'incidence de la pauvreté demeure élevée, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) reste une préoccupation et un défi majeur qui nécessite des efforts soutenus. Il n'en demeure donc pas moins que beaucoup d'efforts restent à accomplir en matière de bonne gouvernance dans la gestion du secteur extractif et dans l'amélioration des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière.

C'est dans ce cadre que le Togo a bénéficié d'un appui financier de la Banque Mondiale, pour la mise en œuvre d'un projet dénommé « Projet de Développement et de Gouvernance Minière» (PDGM) dont l'objectif est de renforcer les capacités institutionnelles et les systèmes de gouvernance des institutions clés impliquées dans la gestion du secteur minier à travers deux composantes opérationnelles, notamment la Gouvernance, la transparence, le suivi et l'efficacité du secteur minier (composante A) et le Développement environnemental, social et économique durable découlant des activités du secteur minier (composante B).

Le présent rapport provisoire est le troisième livrable de la mission relative à la mission d'Etablissement d'un forum de redevabilité et enquête de perception du secteur minier

au Togo. Il rend spécifiquement compte des principaux résultats de l'enquête de perception des impacts environnementaux du secteur minier censée servir de références pour la mesure de l'impact des actions correctives de la dégradation de l'environnement due essentiellement à l'exploitation minière.

Il est question d'établir une ligne de base de l'opinion publique des populations riveraines des sites miniers en vue d'apprécier sur une base annuelle les changements observés au niveau des indicateurs clés retenus entre les valeurs de référence et celles obtenues grâce à la mise en œuvre du projet en termes d'amélioration des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière.

Le présent rapport est structuré en deux (2) parties comme suit :

- Chapitre I : Contexte, justification, objectifs et méthodologie
- Chapitre II : Présentation des résultats

## **Chapitre I : CONTEXTE, JUSTIFICATION, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE**

### **1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

#### **1.1. Rappel du contexte de la mission**

L'essor des ressources naturelles constitue une opportunité de croissance économique et de réduction de la pauvreté pour les pays en développement. Au niveau macroéconomique, leur développement constitue une source d'augmentation des revenus fiscaux, des flux d'investissements directs étrangers et l'augmentation des volumes des exportations. Sur le plan microéconomique, leur expansion permet la création d'emploi et l'amélioration du bien-être de la population. Lederman et Maloney (2007) dans leur ouvrage intitulé « Natural resources, neither curse nor destiny » montrent que l'impact du boom des ressources naturelles sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dépend de la nature des ressources naturelles et en particulier, la gestion et la redistribution du revenu issu de leur exploitation.

Le Togo, à l'instar des pays en développement dispose de potentialités non négligeables de par sa position géographique, son agriculture, sa population, ses ressources naturelles et son sous-sol, sa chaîne des transports et ses services connexes. En réalité, le développement économique du Togo est basé sur l'exploitation des ressources naturelles et surtout celles minières (phosphate, or, fer). Cette exploitation des ressources minières contribue à elle seule à la croissance du secteur secondaire à la hauteur de 17% en 2011 contre 2,1% en 2010. De tels atouts devraient permettre de générer d'importantes valeurs ajoutées, d'assurer de forts rendements aux capitaux investis et de faciliter l'ouverture du Togo vers des marchés sous régionaux et internationaux. En dépit de ces actifs, l'économie togolaise demeure encore fragile et vulnérable aux aléas climatiques et aux chocs exogènes. L'incidence de la pauvreté demeure élevée, l'atteinte des ODD reste une préoccupation et un défi majeur qui nécessite des efforts soutenus ; D'où la nécessité de réorienter cette exploitation. C'est dans ce contexte que, au niveau de la filière phosphate, le gouvernement a accéléré les réformes afin de relever le niveau de production. Ainsi a-t-il entrepris un

audit stratégique et élaboré un plan d'affaires pour la Société Nouvelle des Phosphates (SNPT), et a également élaboré une nouvelle stratégie de relance de la filière qui a connu la succession de cinq (5) sociétés pour son extraction et sa commercialisation.

Incontestablement, l'exploitation et l'extraction des ressources minières au Togo ont des impacts considérables sur l'environnement (la faune, la flore, le sol, les ressources en eau et sur les populations dont beaucoup vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté, particulièrement dans les zones rurales) à cause des rejets incontrôlés des effluents et des émissions de gaz et de poussières.

Le Togo, pour faire face aux grands défis pour inscrire son capital minier dans le développement durable, a décidé de renforcer le cadre juridique et institutionnel du secteur minier ainsi que les capacités des parties prenantes. Pour ce faire, il a adhéré à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) en Octobre 2010.

Ces défis, qui sont énumérés ci-dessous, s'étendent tout au long des filières de l'industrie extractives, se traduisant en termes d'impacts sociaux et environnementaux, de collecte, de gestion et de distribution des recettes, ainsi que d'investissement de ces revenus pour le bénéfice des communautés vivant autour des mines et du pays tout entier. Plus spécifiquement, ces défis qui sont pour la plupart d'ordre structurel, concernent :

- Les pollutions (de l'eau, de l'air et des sols),
- La perte des ressources fauniques et floristiques,
- Les questions de santé publique autour des sites d'exploitation minière,
- La gestion foncière et la disponibilité des terres cultivables,
- Le respect des principes de l'ITIE,
- La redistribution des revenus.

## **2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE**

### **2.1. Objectif général**

L'objectif de cette étude est de concevoir une méthodologie d'enquête annuelle et la ligne de base de l'opinion publique des populations concernées par le projet sur l'amélioration des impacts environnementaux de l'exploitation minière au Togo.

### **2.2. Objectifs spécifiques**

- Evaluer le pourcentage des populations locales concernées par le projet percevant une amélioration des impacts environnementaux de l'exploitation minière.
- Développer la méthodologie d'enquête annuelle et grille d'analyse des résultats.
- Analyser les changements nécessaires pour la mise en œuvre des activités du projet.

## **3. METHODOLOGIE ADOPTÉE POUR L'ÉCHANTILLONNAGE, LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DONNÉES**

Conformément aux Termes de Référence (TdR) de la mission et à la méthodologie proposée par le consultant, l'étude s'est déroulée en trois phases : la revue documentaire, la recherche qualitative et la recherche quantitative.

### **3.1. Revue documentaire**

Cette revue a consisté au recueil et à l'exploitation de toute la documentation disponible d'une part, sur l'analyse des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière et d'autre part, sur le cadre institutionnel et normatif du secteur minier au Togo. Celle-ci a permis de mieux affiner les outils de collecte de données et leur mise en cohérence avec les TDR de la mission.

### 3.2. Recherche qualitative

La recherche qualitative s'est opérée en deux phases. La première a consisté à recueillir l'avis d'une demi-dizaine d'experts du secteur minier sur l'état des lieux de l'exploitation minière, sur les défis majeurs du secteur et sur la situation des impacts environnementaux. Ainsi, trois (3) experts ont été rencontrés au niveau de l'Agence Nationale pour la Gestion de l'Environnement (ANGE) et deux (2) au niveau de la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG).

Dans une deuxième phase, une centaine de personnes-ressources dont entre autres des responsables de Comités de développement communautaire et/ou des collectivités locales, des autorités traditionnelles et coutumières, des responsables d'organisations de la société civile (ONG et Associations) et des autorités administratives, communales ou préfectorales (préfets, secrétaires généraux de préfecture, chefs de délégations spéciale), les chefs d'entreprise et les représentants de partis politiques ont été également rencontrés en vue du recueil de leurs avis sur la problématique de l'exploitation minière et la gestion de ses impacts environnementaux au niveau local par le biais d'un guide d'entretien.

*Tableau 1 : Répartition des personnes-ressources enquêtées par catégorie socioprofessionnelle*

	Nb. cit.	Fréq.
OSC (ONG/CVD/ /Associations)	44	33%
Autorités administratives	16	12%
Elus locaux /Autorités coutumières	34	26%
Chefs d'entreprises privées ou publiques	35	26%
Représentants de partis politiques	4	3%
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>100%</b>

La méthode ad hoc<sup>1</sup> été utilisée à partir d'une liste préétablie de personnes à rencontrer. Les entretiens individuels ont été assurés par une équipe de collecte composée de deux agents pour chacun des sites miniers enquêtés.

<sup>1</sup> Les personnes ont été contactées par téléphone et celles ayant accepté la demande de rendez-vous ont été rencontré par les équipes de collecte à leur convenance.

Selon les données consignées dans le tableau 2, un tiers (33%) des personnes enquêtées proviennent des Organisations de la Société Civile (Organisations Non Gouvernementales, des Comités Villageois de Développement), tandis que les autorités traditionnelles/élus locaux et les chefs d'entreprise représentent chacun en ce qui le concerne un peu plus d'un quart (26%) de l'échantillon. Les autorités administratives interviewées sont faiblement représentées (12%). Les détails de la répartition selon les sites d'exploitation sont résumés dans le tableau ci-après.

*Tableau 2 : Répartition des personnes ressources-enquêtés selon les sites d'exploitation minière*

	Lieu d'implantation ou site ou d'exploitation							Total
	Aléheridè	Bassar	Hahotoe	Kpémé	Kpogamé	Pagala	Tabligbo	
OSC (ONG/CVD/ /Association)	0	22	13	4	2	2	1	<b>44</b>
Autorités administratives ou communales	2	1	0	3	0	2	8	<b>16</b>
Autorités traditionnelles/Elus locaux	6	3	13	4	5	1	6	<b>38</b>
Entreprises privées/publiques	5	1	9	1	7	1	11	<b>35</b>
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>35</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>26</b>	<b>133</b>

### **3.3. Recherche quantitative**

Conformément aux TDR, un échantillon représentatif des populations riveraines des sites miniers dans trois (3) régions a été retenu et est composé de 100 ménages par sites (voir tableau 5).

### **3.4. Méthode d'échantillonnage**

#### ***3.4.1. Détermination de l'échantillon des ménages à enquêter***

Pour assurer la représentativité des résultats de l'enquête quantitative, il s'avère impérieux de tenir compte de la proportion de la taille de la population de chaque région et de respecter la taille minimale de l'échantillon.

A titre indicatif, la taille minimale des échantillons récapitulée dans le tableau ci-dessous permet d'assurer la représentativité des résultats de façon scientifique (obtenue avec une proportion  $p = 0,5$ , un intervalle de confiance  $P = 0,95$  et une fourchette d'erreur de 5%).

Tableau 3 : Référentiel d'un échantillonnage représentatif

Taille de la population cible	5000	10 000	20 000	30 000	40 000	50 000	100 000
Taille minimale de l'échantillon	357	370	377	379	381	381	762

**Ainsi à défaut d'un recensement exhaustif du nombre d'habitants sur les sites miniers retenus pour l'enquête, nous avons estimé la taille de la population mère (nombre total de ménages établie dans le périmètre des sites miniers retenus par l'étude au sein duquel sera tiré l'échantillon et à qui l'on administrera le questionnaire) à 100 000 ménages (environ 14 000 ménages moyens par sites) au sein de laquelle l'échantillon sera tiré. Par conséquent, l'échantillon est compris entre 700 et 762 ménages à enquêter. L'échantillon représentatif des ménages à enquêter dans les 5 régions est consigné dans le tableau 5.**

### **3.4.2. Localisation géographique et répartition territoriale des sites enquêtés**

#### **3.4.2.1. Localisation géographique des ménages enquêtés**

Comme l'indique le tableau 4, la majorité des ménages enquêtés (57,1%) sont localisés dans la région Maritime contre moins d'un tiers (28,6%) dans la région Centrale et moins d'un cinquième (14,3%) dans la région de la Kara. La prédominance de la région Maritime est due à la forte présence des unités d'exploitation minière à grande échelle (WACEM sur un site, SPNPT sur deux sites, et SCANTOGO sur un site).

Tableau 4 : Répartition des ménages enquêtés selon la localisation géographique (région)

Région	Nb. cit.	Fréq.
<b>Maritime</b>	400	57,10%
<b>Centrale</b>	200	28,60%
<b>Kara</b>	100	14,30%
<b>TOTAL CIT.</b>	<b>700</b>	<b>100%</b>

### 3.4.2.2. Répartition territoriale (par préfecture) des ménages enquêtés

Les ménages enquêtés sont équitablement répartis (confer tableau 5) sur sept (7) préfectures abritant les sites d'exploitation minière dont quatre (04) préfectures dans la région maritime (Zio, Lacs, Vo et Yoto), deux (02) préfectures dans la région centrale (Blitta et Tchaoudjo) et une (01) préfecture dans la région de la Kara (Bassar).

Tableau 5 : Répartition territoriale (par préfecture) des ménages enquêtés

Préfectures	Nb. cit.	Fréq.
Zio	100	14,3%
Lacs	100	14,3%
Vo	100	14,3%
Yoto	100	14,3%
Blitta	100	14,3%
Bassar	100	14,3%
Tchaoudjo	100	14,3%
TOTAL CIT.	<b>700</b>	<b>100%</b>

## 3.5. Traitement et analyse de données

Les données quantitatives ont été traitées à l'aide du tableur Excel et des logiciels statistiques SPHINX et SPSS sous Windows 10.

## **Chapitre II : PRESENTATION DES RESULTATS**

### **1. PRESENTATION DE LA PERCEPTION DES PERSONNES-RESSOURCES SUR LA GOUVERNANCE MINIERE AU TOGO**

Les entretiens qualitatifs avec les personnes-ressources ont porté sur la gouvernance minière en général et le contenu sur 10 points à savoir :

1. L'existence de plaintes des populations riveraines des sites miniers contre les entreprises extractives et les autorités administratives au sujet de la gouvernance minière ;
2. Les modes d'enregistrement et de gestion des plaintes ;
3. Les acteurs impliqués dans la gestion des plaintes ;
4. L'existence des conflits sociaux et économiques liés à la gouvernance minière ;
5. Les acteurs impliqués dans ces conflits ;
6. Les modes de gestion de ces conflits ;
7. La connaissance et la compréhension de l'ITIE
8. Moyens de réduction des impacts environnementaux
9. Défis majeurs pour faire de l'exploitation minière un pilier de la croissance économique du Togo
10. La tribune libre (commentaires/remarques/observations)

#### **1.1. Existence de plaintes des populations locales contre les entreprises extractives**

Selon le contenu du graphique 1, la majorité des personnes interrogées (79%) estiment avoir connaissance des plaintes des populations locales contre les entreprises extractives relativement à la gouvernance minière.

*Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'existence de canaux de communication entre les populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives*

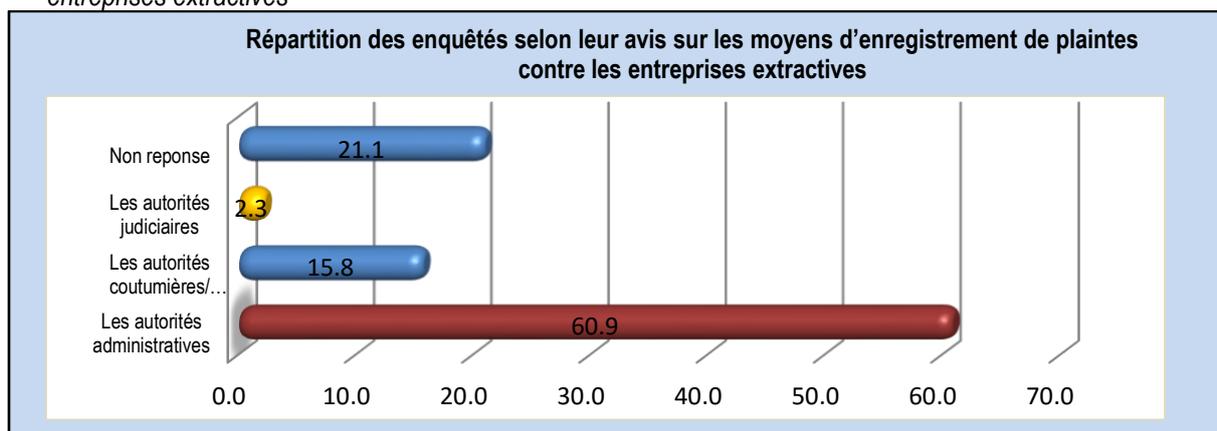


## 1.2. Modes d'enregistrement et de gestion des plaintes

### 1.2.1. Modes d'enregistrement des plaintes

L'analyse du contenu du graphique 2 montre que la majorité des plaintes (60,9%), émises par les populations riveraines contre les entreprises extractives sont enregistrées auprès des autorités administratives. Par ailleurs, moins d'un cinquième des plaintes (15,8%) sont enregistrées auprès des autorités coutumières/traditionnelles. L'enregistrement des plaintes par voie judiciaire est très faiblement représenté (2,3%).

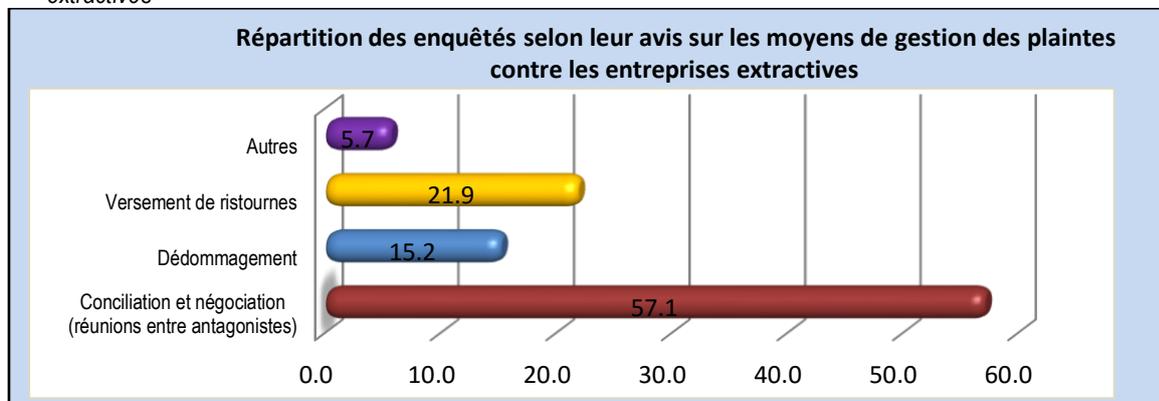
Graphique 2 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens d'enregistrement de plaintes contre les entreprises extractives



### 1.2.2. Modes de gestion des plaintes

Selon le contenu du graphique 3, la majorité des personnes enquêtées (57,1%) affirment que les plaintes déposées contre les entreprises se sont réglées à l'amiable (conciliations et négociations). Certaines de ces plaintes aboutissent selon plus d'un quart (21,9%) des répondants au versement de ristournes et selon plus d'un dixième aux divers dédommagements.

Graphique 3 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les modes de gestion des plaintes contre les entreprises extractives



### 1.3. Acteurs impliqués dans la gestion des plaintes

L'analyse des données consignées dans le tableau 6 indique que les acteurs impliqués dans la gestion des plaintes sont de l'avis des personnes enquêtées et par ordre de citation : les autorités administratives (83%) dont notamment le Ministre en charge du secteur des Mines, les chefs de délégations spéciales et les Préfets, les cadres des milieux abritant les sites miniers (28%), les entreprises extractives (15%). Il est à noter la faible participation des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la gestion et le règlement des plaintes relatives à la gouvernance minière.

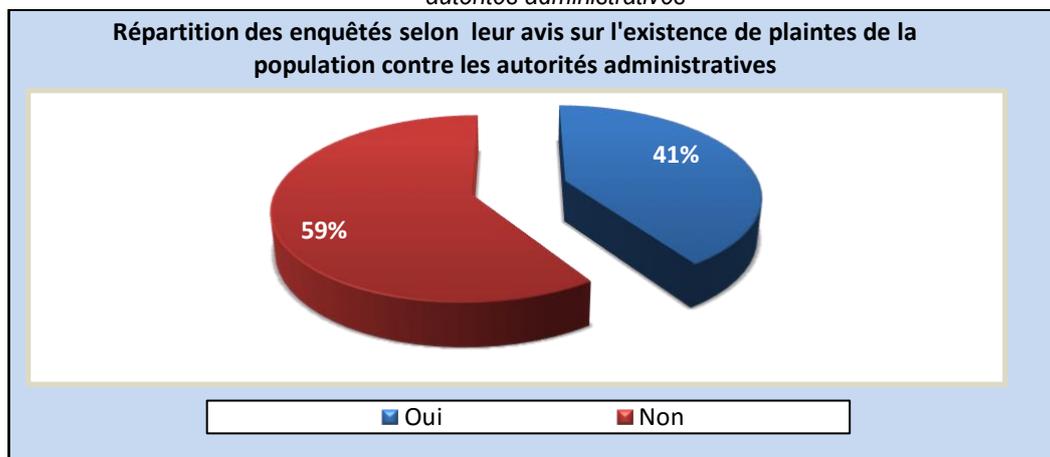
Tableau 6 : Principaux acteurs impliqués dans la gestion des plaintes

	Nb. cit.	Fréq.
Autorités Administratives (Ministres, Maires, Préfets, etc.)	58	55%
Organisations de la Société Civile (ONG, Associations, Médias)	2	2%
Entreprises Extractives	16	15%
Autres (Cadres du milieu)	29	28%
Total	105	100%

### 1.4. Existence de plaintes de la population contre les autorités administratives

Selon le contenu du graphique 4, la majorité des enquêtées (59%) estiment qu'il n'y a pas en leur connaissance des plaintes des populations riveraines liées aux impacts environnementaux de l'exploitation minière contre les structures administratives locales. Cependant, plus d'un tiers des enquêtés (41%) soulignent connaître des cas de plaintes contre des autorités administratives, et ce pour des problèmes de gouvernance minière.

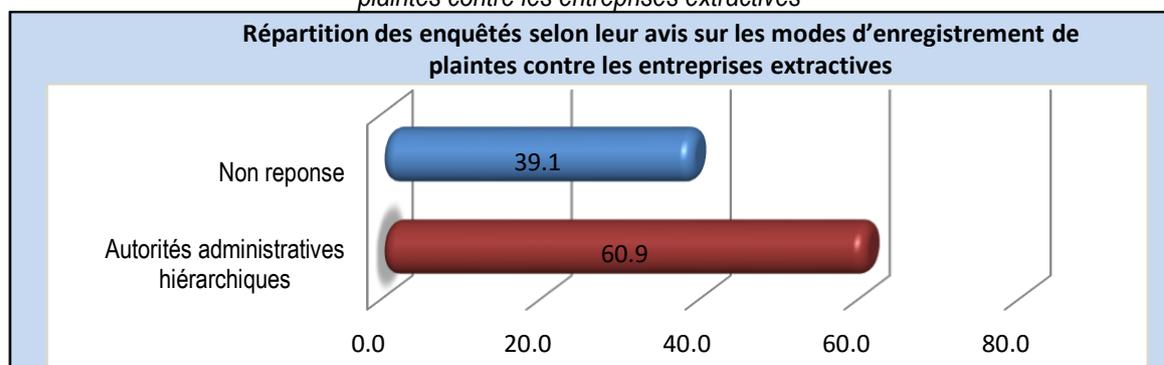
Graphique 4 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur l'existence de plaintes de la population contre les autorités administratives



## 1.5. Modes d'enregistrement et de gestion de plaintes contre les autorités administratives locales

Pour la majorité des enquêtés (60,9%), les plaintes contre les autorités administratives sont enregistrées auprès de leurs structures hiérarchiques régionales ou nationales et gérés également par celles-ci.

Graphique 5 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les modes d'enregistrement et de gestion de plaintes contre les entreprises extractives



## 1.6. Connaissance et compréhension de l'ITIE par les personnes-ressources

L'analyse des données du tableau 7 indique que la majorité des personnes-ressources (52,7%) affirment ne pas connaître l'ITIE. De la proportion des enquêtés (47,3%) ayant affirmé avoir connaissance de l'ITIE, plus d'un tiers d'entre eux (38,1% soit 24 répondants) soulignent avoir travaillé avec cette structure.

Par ailleurs, près de la moitié des enquêtés ayant affirmé connaître l'ITIE (41,3%) disent n'avoir pas pu améliorer leur compréhension de l'ITIE par rapport à 2016.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance et leur compréhension de l'ITIE

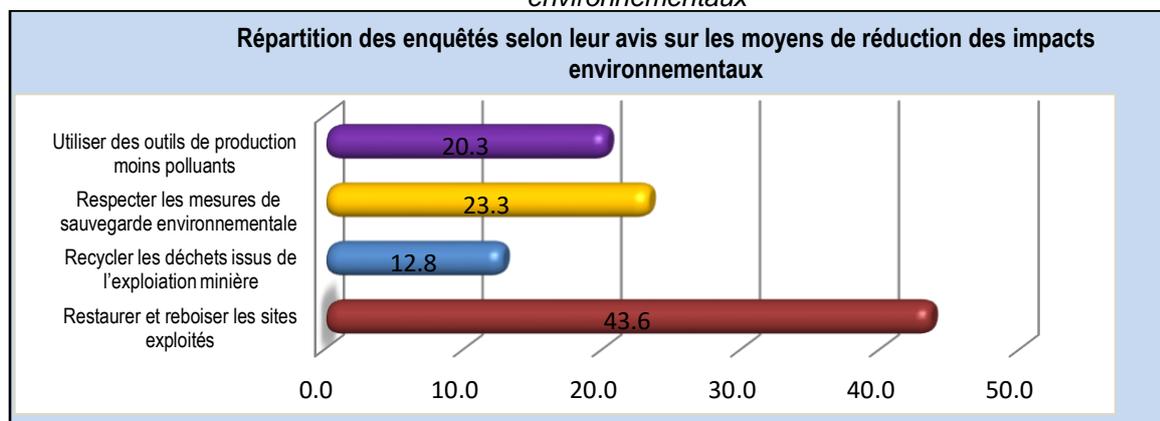
	Oui		Non		Total
	Nb. cit.	Fréq.	Nb. cit.	Fréq.	
Enquêtés connaissant ITIE	63	47,3%	70	52,7%	133
Séance Travail avec ITIE	39	61,9%	24	38,1%	63
Compréhension ITIE par rapport à 2016	37	58,7%	23	41,3%	63

## 1.7. Moyens de réduction des impacts environnementaux

L'analyse du graphique 6 montre que les avis des personnes-ressources divergent sur les moyens de réduction des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière. Ces enquêtés retiennent dans leur plan d'action de réduction des impacts environnementaux et par ordre de citation : la restauration et le reboisement des sites

déjà exploités (43,6%), le respect des mesures de sauvegarde environnementale (23,3%), l'utilisation des outils de production moins polluants (20,3%) et le recyclage des déchets issus de l'exploitation minière.

Graphique 6 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens de réduction des impacts environnementaux



### 1.8. Tribune libre (commentaires/remarques/observations)

Selon les données du tableau 8, près d'un quart des enquêtés (24%) estiment qu'il est nécessaire de réhabiliter et/ou construire des infrastructures telles que les marchés, les écoles, les centres de santé, les routes, l'adduction d'eau potable, électrification, etc.). Près d'un tiers d'entre eux estiment par contre qu'il est impérieux de recruter les jeunes des localités abritant les sites miniers dans les unités extractives et d'assurer par ailleurs une gestion optimale des ressources minières. Enfin, la prise en compte des opinions des communautés riveraines dans la gestion des impacts environnementaux paraît nécessaire pour plus d'un dixième des enquêtés (13,5%).

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon leurs commentaires/observations dans la tribune libre

	Nb. cit.	Fréq.
<b>Non réponse</b>	43	6,14%
<b>Gestion optimale de ressources minières</b>	20	15,04%
<b>Faire bénéficier à la génération future les ressources</b>	4	3,01%
<b>Dédommagement des propriétaires terriers</b>	7	5,26%
<b>Réhabiliter/Construire des infrastructures (marché, école, santé, routes, adduction d'eau potable, électrification etc.)</b>	33	24,81%
<b>Appauvrissement des localités autour du site</b>	4	3,01%
<b>Recruter les jeunes des localités au sein des usines</b>	20	15,04%
<b>Améliorer les conditions des ouvriers</b>	8	6,02%
<b>Promesse non tenue</b>	12	9,02%
<b>Conditions de travail précaire</b>	4	3,01%
<b>Beaucoup de victime d'accident sur le site</b>	3	2,26%
<b>Prendre en compte les opinions des autochtones dans la gestion des impacts</b>	18	13,53%
<b>TOTAL CIT.</b>	<b>133*</b>	<b>100%</b>

\*Le tableau est construit sur 133 observations. Les pourcentages sont calculés par rapport au nombre de citations.

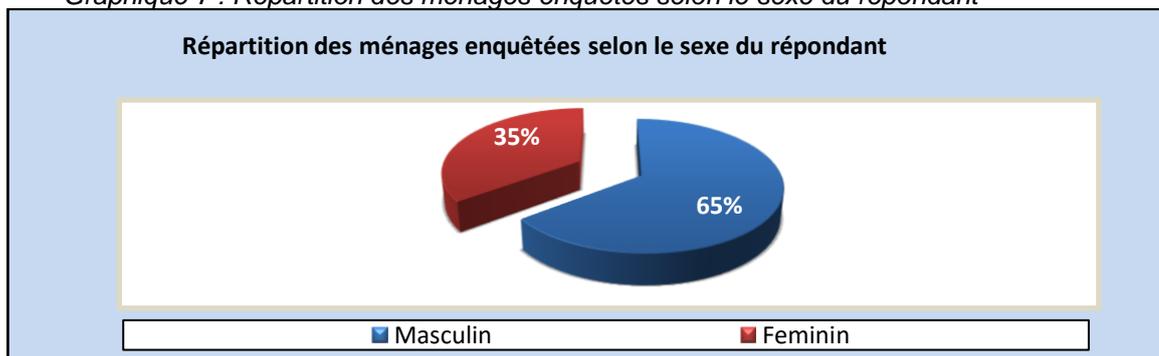
## 2. PRESENTATION DE LA PERCEPTION DES MENAGES SUR LA GOUVERNANCE MINIERE AU TOGO

### 2.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

#### 2.1.1. Sexe

L'analyse du graphique 7 indique que la majorité des répondants (65%) sont de sexe masculin. Les répondants de sexe féminin sont sous-représentés avec un peu plus d'un tiers (35%) des répondants. Ceci indique que dans les foyers africains, l'homme est le chef de ménage et ce n'est qu'en son absence que la femme assume ce rôle.

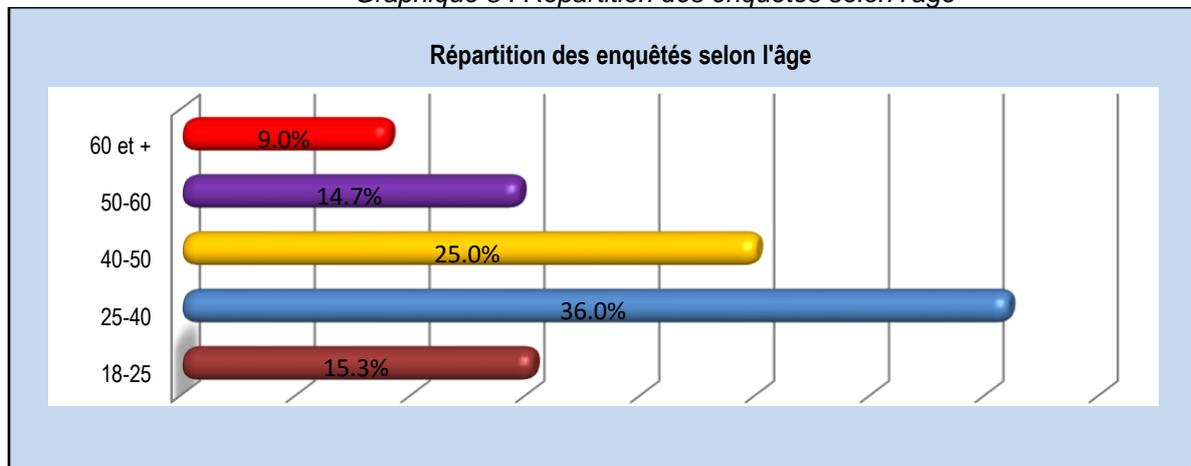
Graphique 7 : Répartition des ménages enquêtés selon le sexe du répondant



#### 2.1.2. Age

L'âge de la majorité des chefs de ménages (49%) interviewées est compris entre 18 et 40 ans. De façon globale, une forte proportion des enquêtés (76,3%) est relativement jeune car ayant moins de 50 ans. Les personnes âgées de plus de 60 ans sont faiblement représentées (9%) ; ceci peut s'expliquer par le fait que l'espérance de vie au Togo est environ de 60 ans.

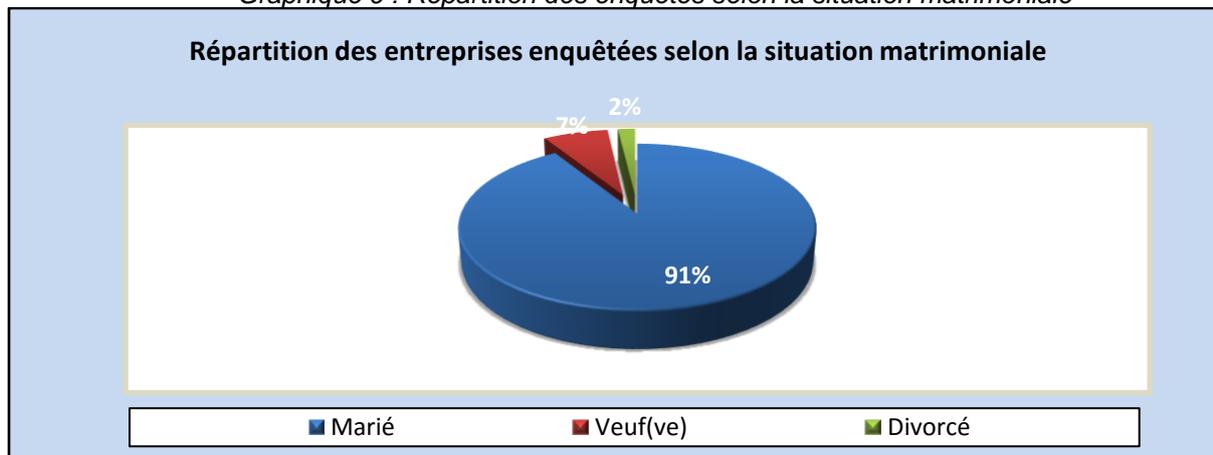
Graphique 8 : Répartition des enquêtés selon l'âge



### 2.1.3. *Situation matrimoniale*

L'analyse du graphique 9 montre que la quasi-totalité des enquêtés (91%) sont mariés.

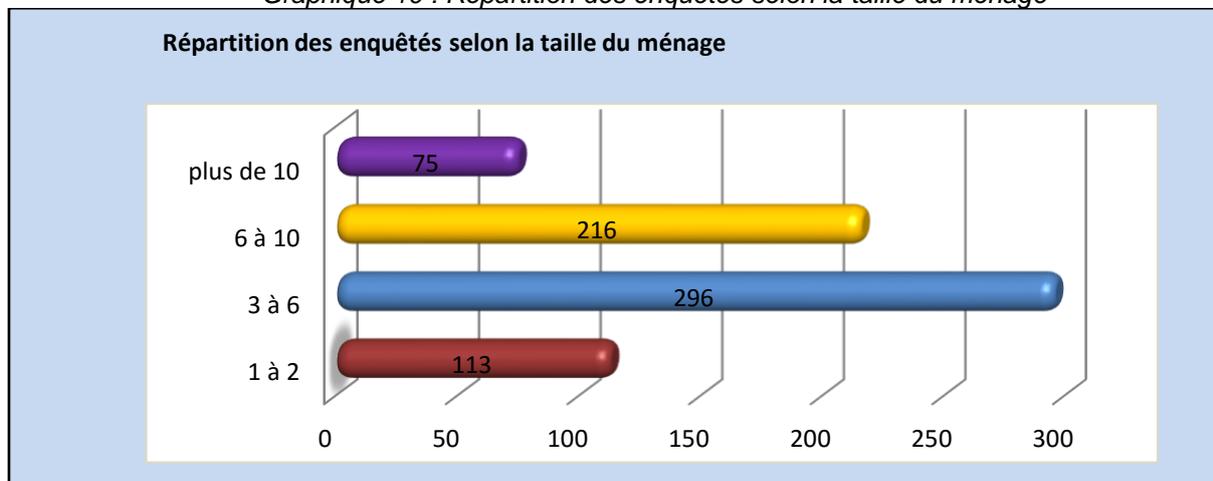
Graphique 9 : Répartition des enquêtés selon la situation matrimoniale



### 2.1.4. *Taille du ménage*

La majorité des ménages enquêtés (58,4%) ont une taille comprise entre un (1) et dix (10) personnes. Les ménages dont la taille est élevée (10 personnes et plus) sont faiblement représentés (10,7%).

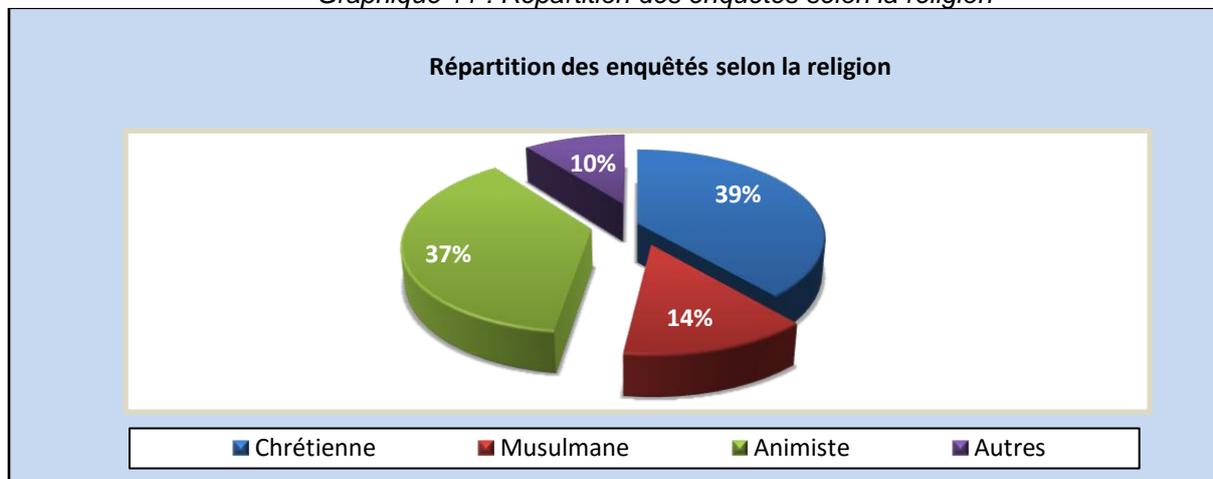
Graphique 10 : Répartition des enquêtés selon la taille du ménage



### 2.1.5. Religion

Les données du graphique 11 positionnent les enquêtés de religion chrétienne en tête (39%) devant ceux de religion animiste (37%). La religion musulmane est faiblement représentée (14%).

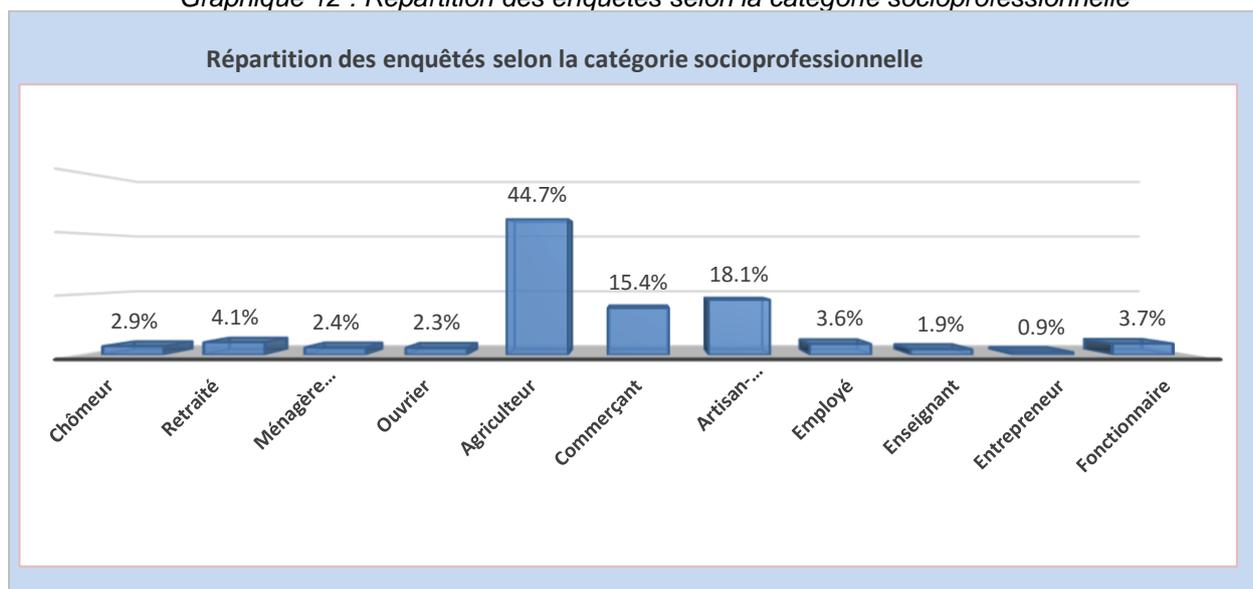
Graphique 11 : Répartition des enquêtés selon la religion



### 2.1.6. Catégorie socioprofessionnelle

La répartition selon la catégorie socioprofessionnelle indique que près de la moitié des répondants (44,7%) sont agriculteurs, c'est d'ailleurs l'activité prédominante dans les milieux ruraux. L'artisanat et le commerce suivent respectivement sont faiblement représentés avec respectivement 18,1% et 15%. Par contre, l'entrepreneuriat est très faiblement représenté (0,9%). Ceci implique que les activités génératrices de revenus (AGR) ne sont pas développées autour des sites miniers.

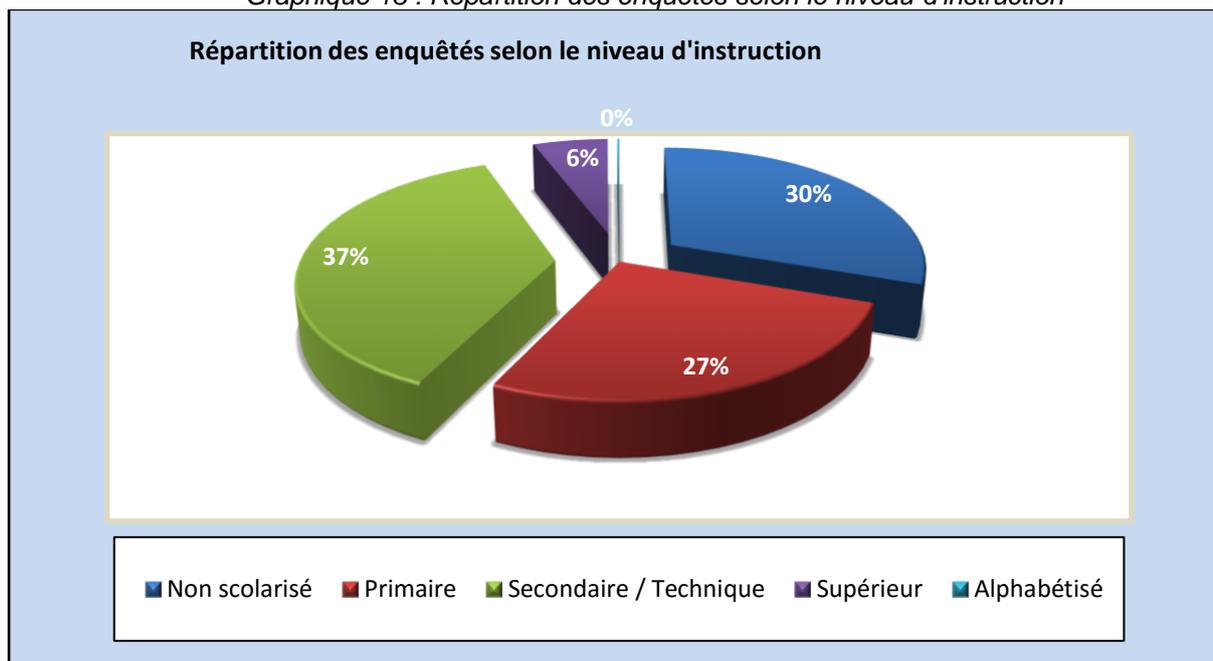
Graphique 12 : Répartition des enquêtés selon la catégorie socioprofessionnelle



### **2.1.7. Niveau d'éducation formelle**

L'observation du graphique 13 montre de façon générale que la majorité des enquêtés (70%) ont été scolarisés. Plus d'un tiers (37%) des répondants ont atteint le niveau secondaire (37,3%) tandis que les enquêtés ayant atteint le niveau supérieur sont très faiblement représentés (5%). L'analphabetisme demeure prégnant dans les milieux ruraux avec un taux de prépondérance non négligeable (30%). Cette situation reste toujours alarmante, car l'alphabetisation qui devrait pallier ce phénomène n'est que très faiblement pratiquée dans les milieux enquêtés (0,1%).

Graphique 13 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

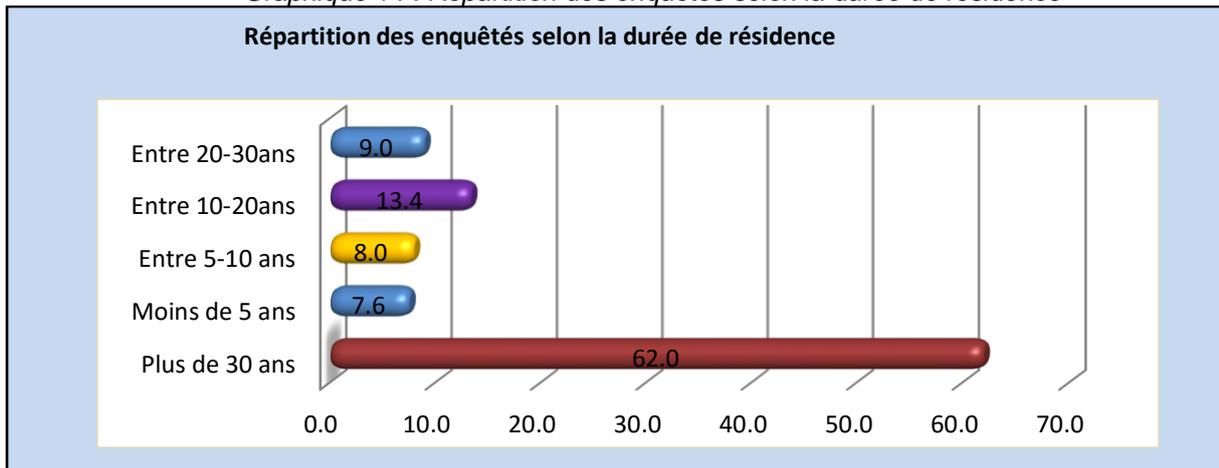


### **2.1.8. Durée de résidence et niveau de satisfaction de vivre dans le milieu**

#### **2.1.8.1. Durée de résidence**

La majorité des enquêtés ont vécu longtemps dans leur milieu respectif. C'est l'information essentielle qui semble se dégager du contenu du graphique 14 car 62% d'entre eux affirment avoir vécu plus de 30 ans autour des sites miniers. Ceux qui ont déclaré avoir vécu moins de 5 ans sont faiblement représentés (7,6%). Ce qui implique que les nouveaux résidents sont rares, probablement à cause des impacts environnementaux négatifs dus à l'exploitation.

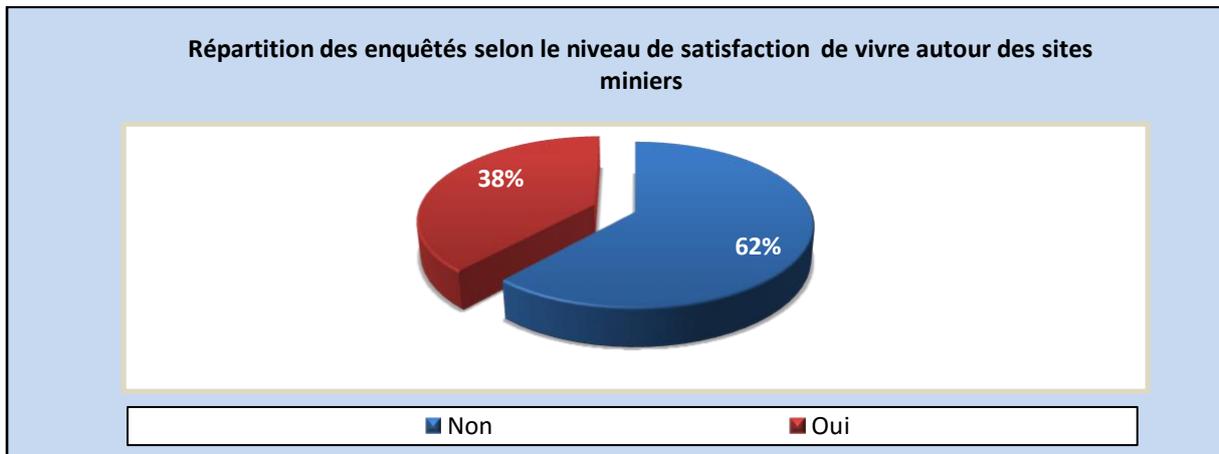
Graphique 14 : Répartition des enquêtés selon la durée de résidence



### 2.1.8.2. Niveau de satisfaction de vivre autour des sites miniers

La majorité des personnes interrogées (62%) déclarent être insatisfaites de leurs conditions de vie dans leur milieu de résidence et semblent résignées et condamnées à y vivre car n'ayant d'autres alternatives.

Graphique 15 : Répartition des enquêtés selon le niveau de satisfaction de vivre autour des sites miniers



### 2.1.8.3. Raisons de non satisfaction de vivre dans le milieu de résidence

La principale raison évoquée par la majorité des répondants est relative aux conditions de vie difficile (problèmes d'eau potable, manque d'emplois, d'électricité, etc.). Le manque d'infrastructures est évoqué par près d'un cinquième des répondants (17%).

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon les raisons de non satisfaction de vivre dans le milieu résidence

Raisons de non satisfaction	Effectifs	Pourcentage
Pollution de l'environnement	53	4%
Conditions de vie difficile (problèmes d'emplois, d'eau potable, d'électricité,)	312	76%
Manque d'infrastructures socio-collectives (écoles, centres de santé, marchés, ...)	56	17%
Insécurité (vol, ...)	10	3%
<b>Total</b>	<b>431</b>	<b>100%</b>

## 2.2. Analyse de la perception des populations riveraines des sites miniers sur la gouvernance minière et la gestion des impacts environnementaux

L'analyse de la perception des populations riveraines des sites miniers sur la gouvernance minière et la gestion des impacts environnementaux a porté sur les thèmes suivants :

1. Connaissance et appréhension des problèmes environnementaux autour des sites miniers ;
2. Perception de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux ;
3. Evaluation du degré d'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux ;
4. Perception des impacts humains de l'exploitation minière.

### 2.2.1. Connaissance et appréhension des problèmes environnementaux autour des sites miniers

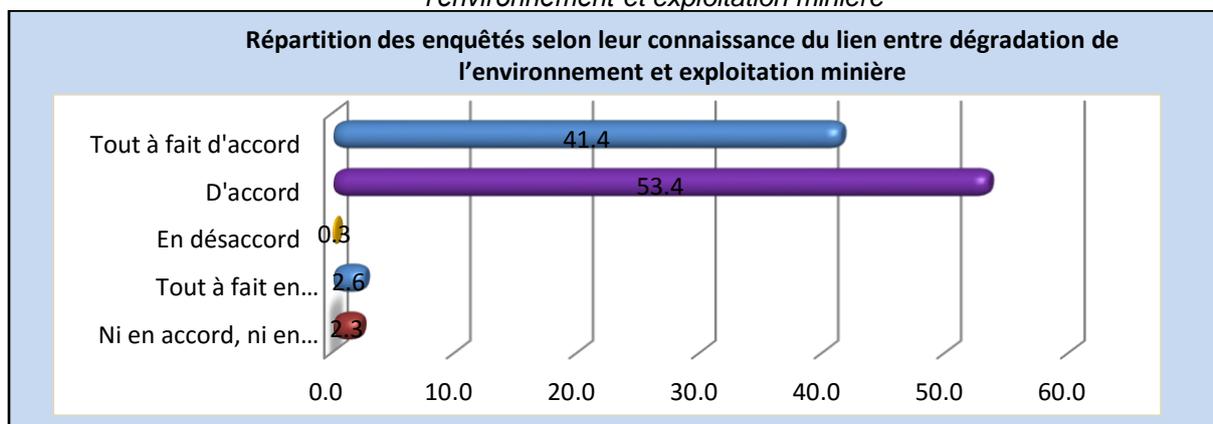
Il s'agit d'évaluer le niveau de connaissance des ménages enquêtés des problèmes environnementaux liés à l'exploitation minière d'une part, et d'autre part d'apprécier leur capacité d'appréhension de l'ampleur des impacts liés à la dégradation de l'environnement.

#### 2.2.1.1. Connaissance du lien entre dégradation de l'environnement et exploitation minière

Une très forte proportion des enquêtés (94%) sont convaincus que l'exploitation minière dans leur milieu s'accompagne d'une dégradation environnementale. C'est ce que révèle le contenu du graphique 16 (la majorité étant d'accord (53%) et près de la

moitié (41%) étant tout à fait d'accord avec la citation « *L'exploitation minière s'accompagne généralement d'une dégradation environnementale* » sur des modalités de réponses basées sur l'échelle de Likert à 5 items.

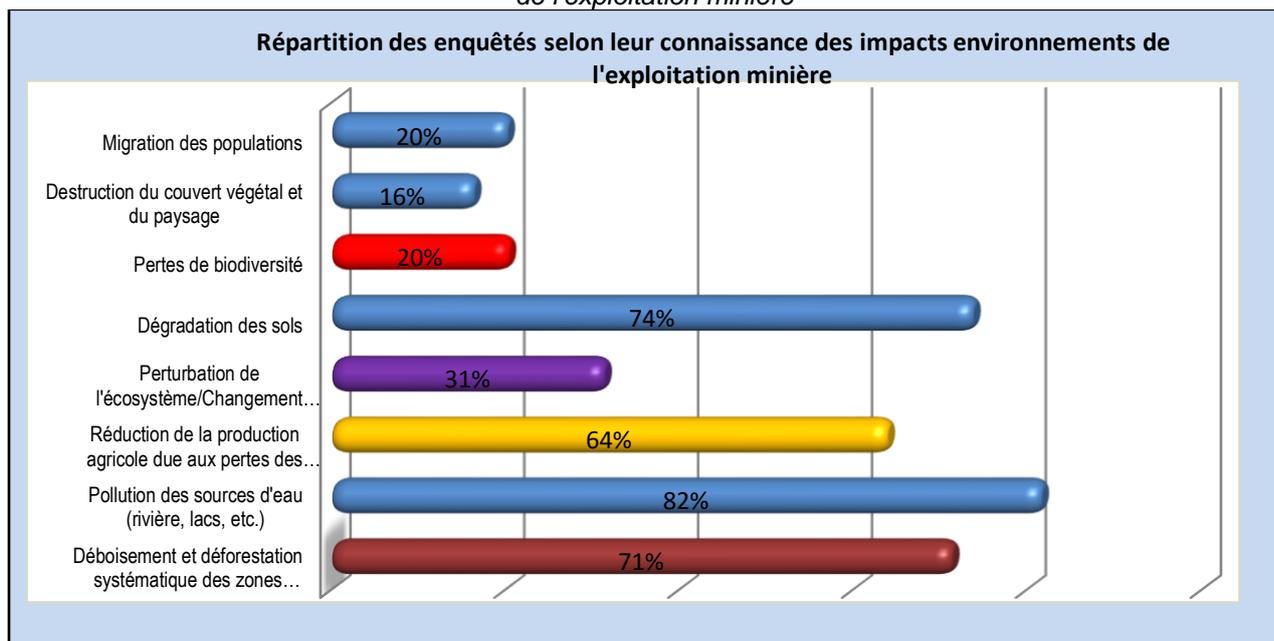
Graphique 16 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance du lien entre dégradation de l'environnement et exploitation minière



### 2.2.1.2. Connaissance des principaux impacts environnementaux de l'exploitation minière

Le contenu du graphique 17 révèle que les impacts les plus connus sont par ordre d'énumération : la pollution des sources d'eau (82%), la dégradation des sols (74%), le déboisement et la déforestation (71%), la réduction de production agricole (64%) et la perturbation des écosystèmes (31%). Fort de ce constat, l'on peut affirmer que les populations riveraines des sites d'exploitation minière sont conscientes des conséquences de l'exploitation des mines sur leur environnement.

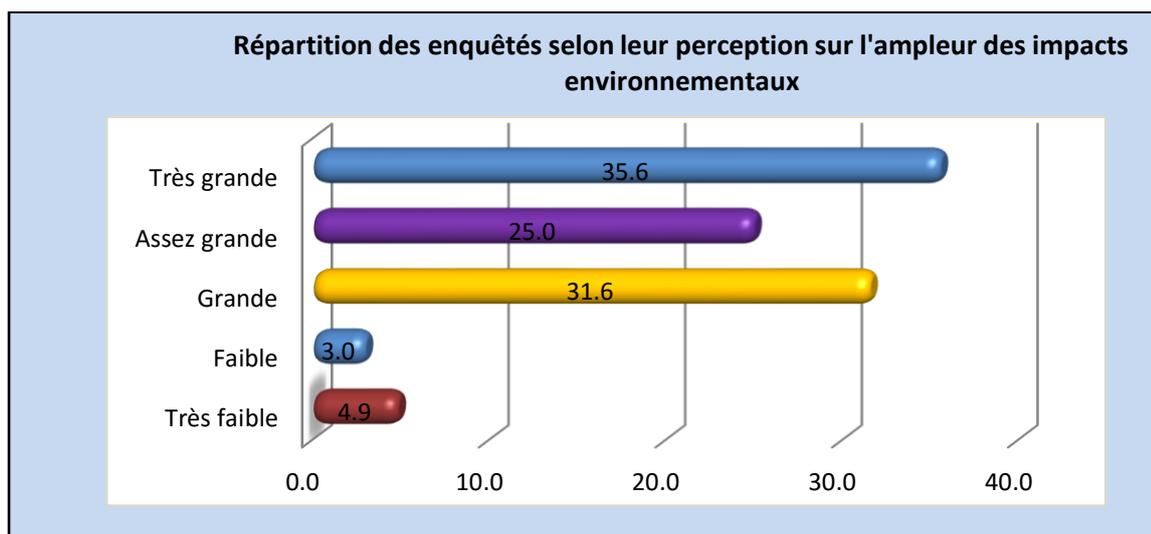
Graphique 17 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance des impacts environnementaux de l'exploitation minière



### 2.2.1.3. Appréhension de l'ampleur des impacts environnementaux de l'exploitation minière

L'observation du graphique 18 montre que la grande majorité de la population enquêtée (92,2%) est consciente de l'ampleur des impacts de l'exploitation minière sur l'environnement ; puisque plus d'un tiers (35,6%) trouve l'ampleur très grande, un quart (25%) la trouve assez grande et près d'un tiers (31,6%) l'estime grande.

Graphique 18 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur l'ampleur des impacts environnementaux

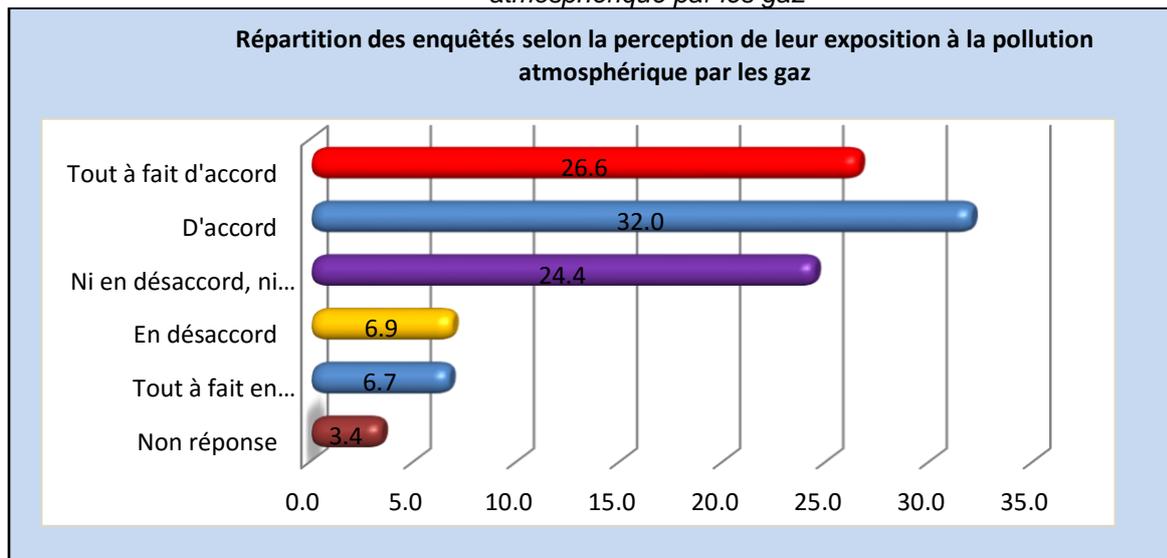


## 2.2.2. **Perception de l'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux**

### 2.2.2.1. Perception de l'exposition à la pollution atmosphérique par les gaz

La majorité des enquêtés (58,6%) savent que leur zone de résidence est exposée à la pollution atmosphérique par la poussière et les gaz issus de l'exploitation minière. En effet, près d'un tiers (32%) des répondants sont d'accord et plus d'un quart (26,6%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques environnementaux de l'exploitation minière liés à la pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins* » sur des modalités de réponses basées sur l'échelle de Likert à 5 items.

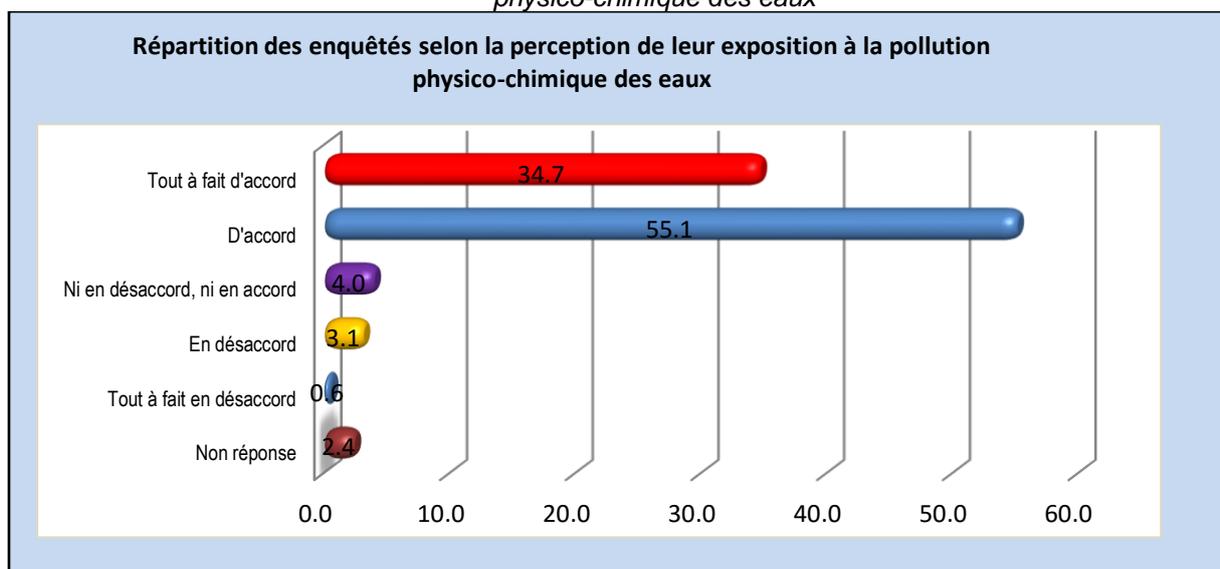
Graphique 19 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la pollution atmosphérique par les gaz



#### 2.2.2.2. Perception de l'exposition à la pollution physico-chimique des eaux

Une forte proportion des enquêtés (89,8%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée à la pollution physico-chimique des eaux souterraines et de surface, contaminées à cause de l'exploitation minière. Ainsi, plus de la moitié (55,1%) des répondants sont d'accord et plus d'un tiers (34,7%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques environnementaux de l'exploitation minière liés à la pollution physico-chimique des eaux souterraines et de surface* » sur des modalités de réponses basées sur l'échelle de Likert à 5 items.

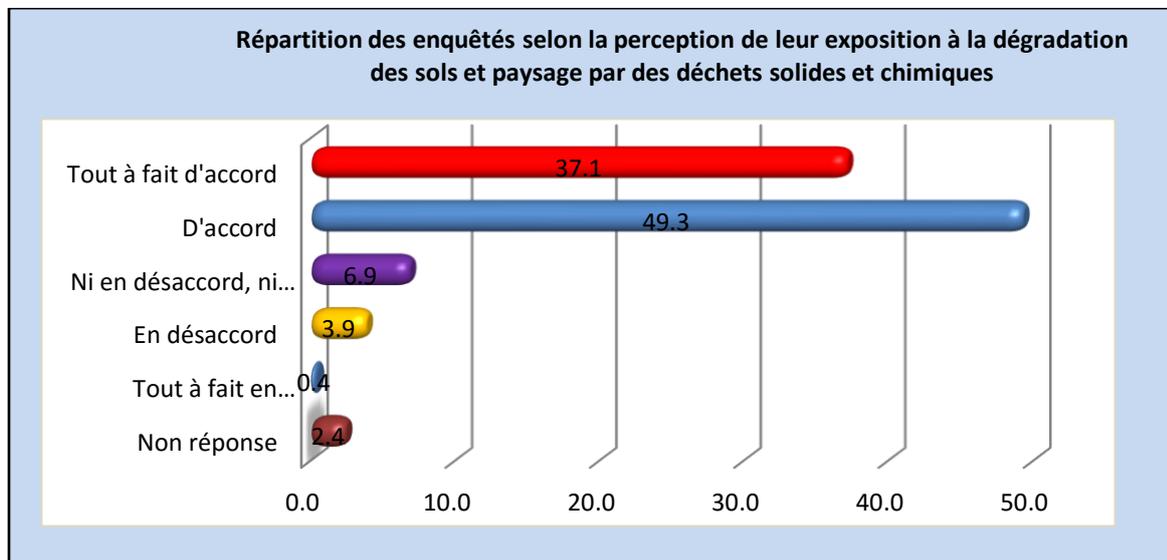
Graphique 20 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la pollution physico-chimique des eaux



### 2.2.2.3. Perception de l'exposition à la dégradation des sols et paysage par des déchets solides et chimiques

L'observation du contenu du graphique 21 révèle qu'une forte majorité des enquêtés (86,4%) savent que leur zone de résidence est exposée à la dégradation des sols et le paysage dus au rejet des déchets solides et chimiques issus de l'exploitation minière. En effet, près de la moitié (49,3%) des répondants sont d'accord et plus d'un tiers (37,1%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques environnementaux de l'exploitation minière liés à la dégradation des sols et le paysage dus au rejet des déchets solides et chimiques* » sur des modalités de réponses basées sur l'échelle de Likert à 5 items.

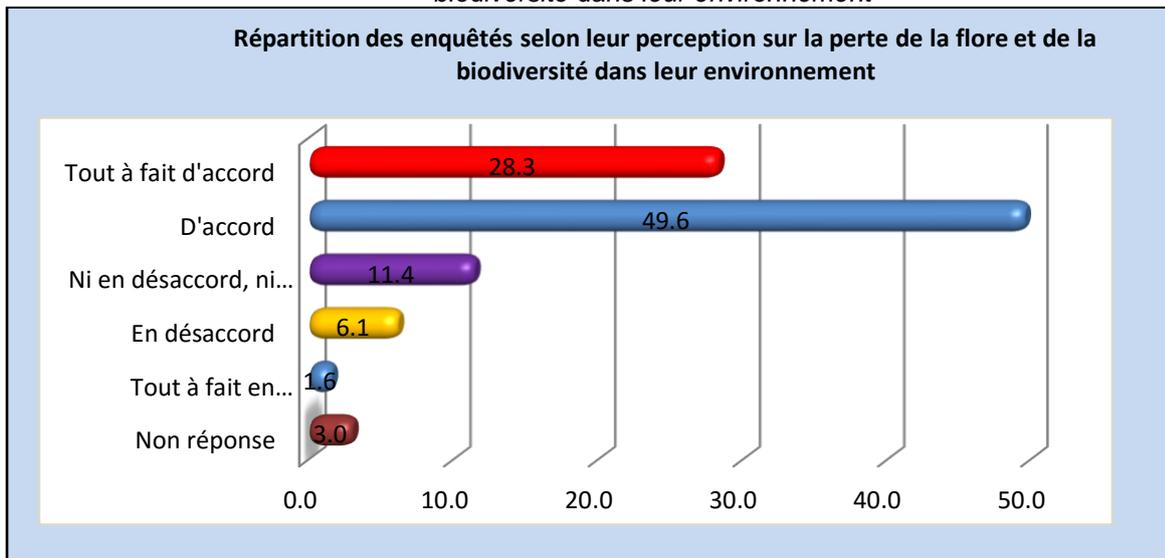
Graphique 21 : Répartition des enquêtés selon la perception de leur exposition à la dégradation des sols et paysage par des déchets solides et chimiques



### 2.2.2.4. Perception de l'exposition à la perte de la flore et de la biodiversité

Au regard du contenu du graphique 22, l'on note qu'une forte majorité des enquêtés (58,6%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée à la perte de la flore due à l'abattage anarchique des arbres et aussi à la perte de la biodiversité à cause de l'exploitation minière. En effet, près de la moitié (49,6%) des répondants sont d'accord et plus d'un quart (28,3%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement à la perte de la flore et de la biodiversité à cause de l'exploitation minière* » sur des modalités de réponses basées sur l'échelle de Likert à 5 items.

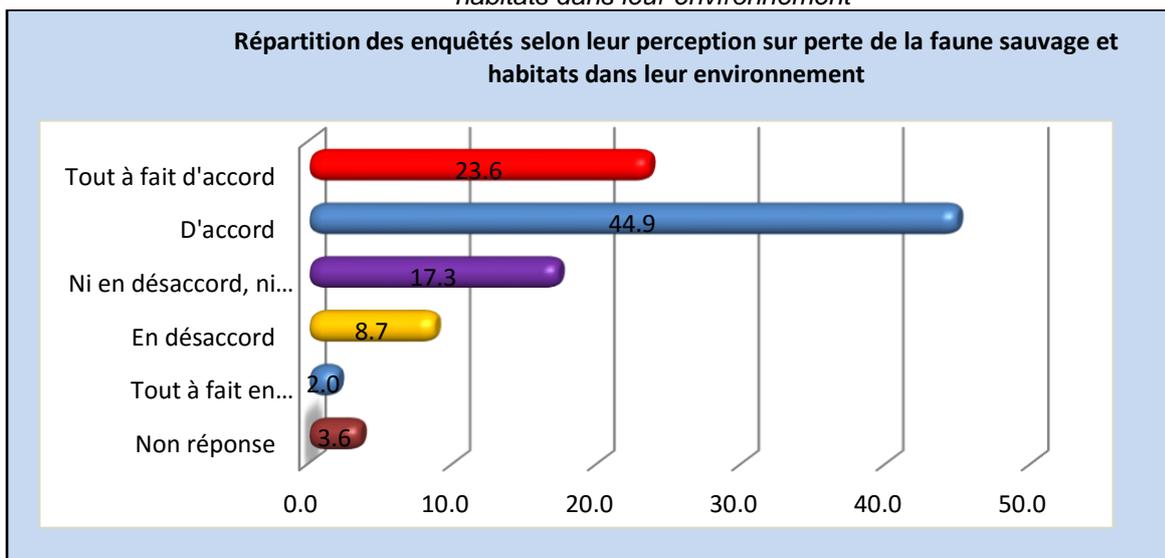
Graphique 22 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur la perte de la flore et de la biodiversité dans leur environnement



### 2.2.2.5. Perception de l'exposition à la perte de la faune sauvage et des habitats

L'analyse du contenu du graphique 23 montre que la majorité des enquêtés (68,5%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée à la perte de la faune sauvage et des habitats à cause de l'exploitation minière. En effet, près de la moitié (44,9%) des répondants sont d'accord et près d'un quart (23,6%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement à la perte de la faune sauvage et des habitats à cause de l'exploitation minière* » basée sur des modalités de réponses sur l'échelle de Likert à 5 items.

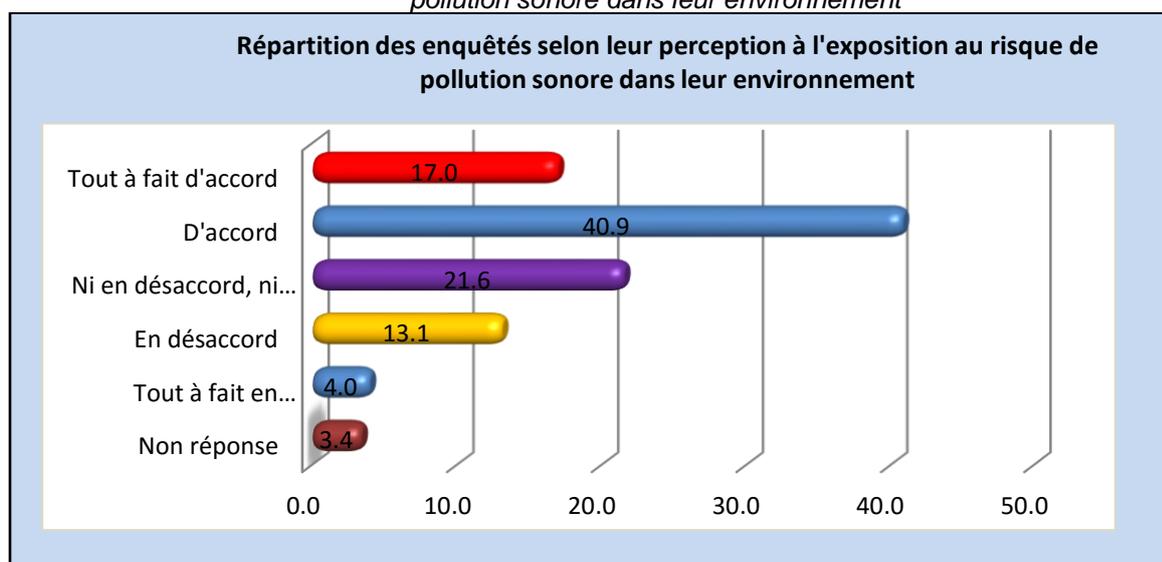
Graphique 23 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur perte de la faune sauvage et habitats dans leur environnement



### 2.2.2.6. Perception de l'exposition aux risques de pollution sonore

En observant le graphique 24, on constate que la majorité des enquêtés (57,9%) savent que leur zone de résidence est exposée aux risques sonores liés l'exploitation minière. En effet, près de la moitié (40,9%) des répondants sont d'accord et près d'un cinquième (17%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques sonores à cause de l'exploitation minière* », basée sur des modalités de réponses sur une échelle de Likert graduée à 5 items.

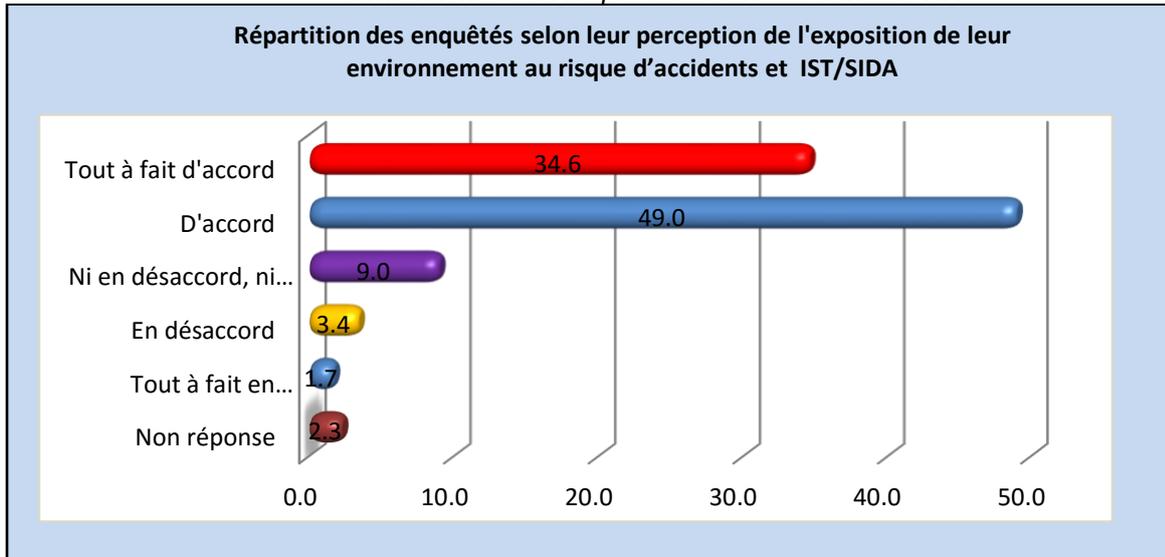
Graphique 24 : Répartition des enquêtés selon leur perception à l'exposition au risque de pollution sonore dans leur environnement



### 2.2.2.7. Perception de l'exposition aux risques d'accidents et aux IST/VIH

Une forte proportion des enquêtés (83,6%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée aux risques d'accidents et aux IST/VIH à cause de l'exploitation minière. En effet, en observant le graphique 25, l'on note que près de la moitié (49%) des répondants sont d'accord et plus d'un tiers (34,6%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée aux risques d'accidents et aux IST/VIH* ».

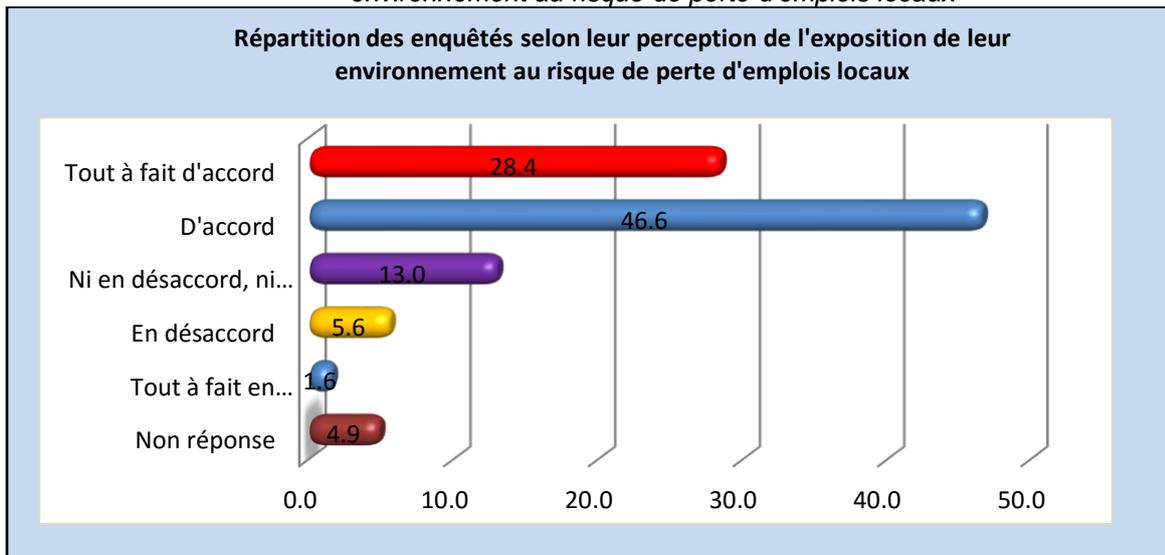
Graphique 25 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque d'accidents et aux IST/VIH



### 2.2.2.8. Perception de l'exposition aux risques de pertes d'emplois locaux

L'analyse du contenu du graphique 26 indique qu'une forte majorité des enquêtés (75%) sont au courant que leur zone de résidence pourrait être exposée aux risques de pertes d'emplois locaux du fait de la baisse de l'activité d'exploitation minière ou à la fermeture des sites miniers. En effet, près de la moitié (46,6%) des répondants sont d'accord et plus d'un quart (28,4%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques de pertes d'emplois locaux* ».

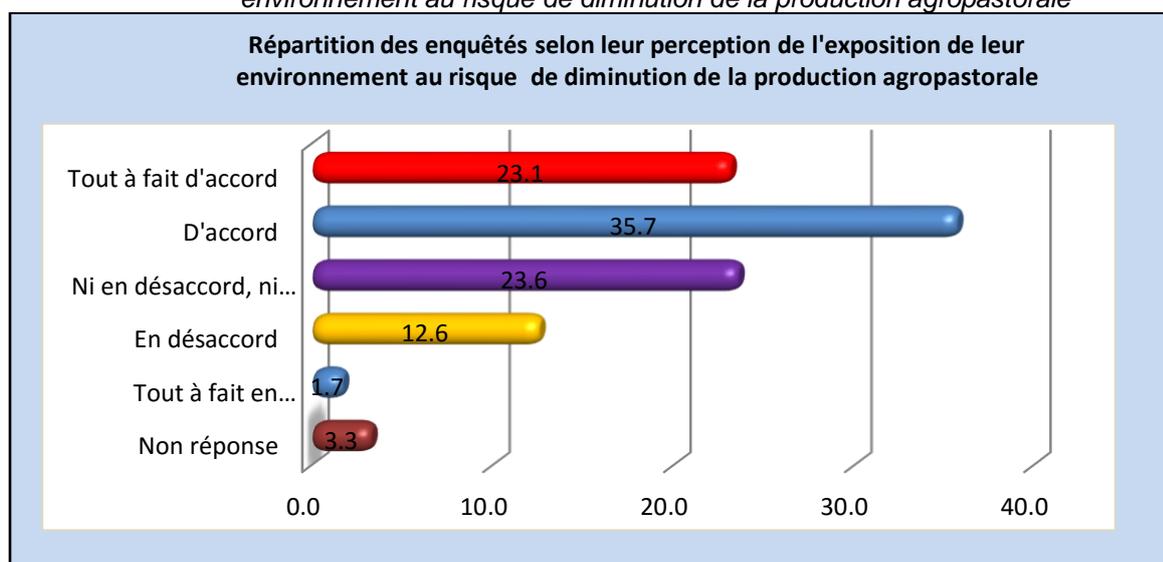
Graphique 26 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de perte d'emplois locaux



### 2.2.2.9. Perception de l'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale

Le contenu du graphique 27 indique que la majorité des enquêtés (58,8%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée aux risques de diminution de la production agropastorale liée à la perturbation des écosystèmes naturels et aux changements climatiques. En effet, plus d'un tiers (35,7%) des répondants sont d'accord et un peu moins d'un quart (23,1%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques de diminution de la production agropastorale* ».

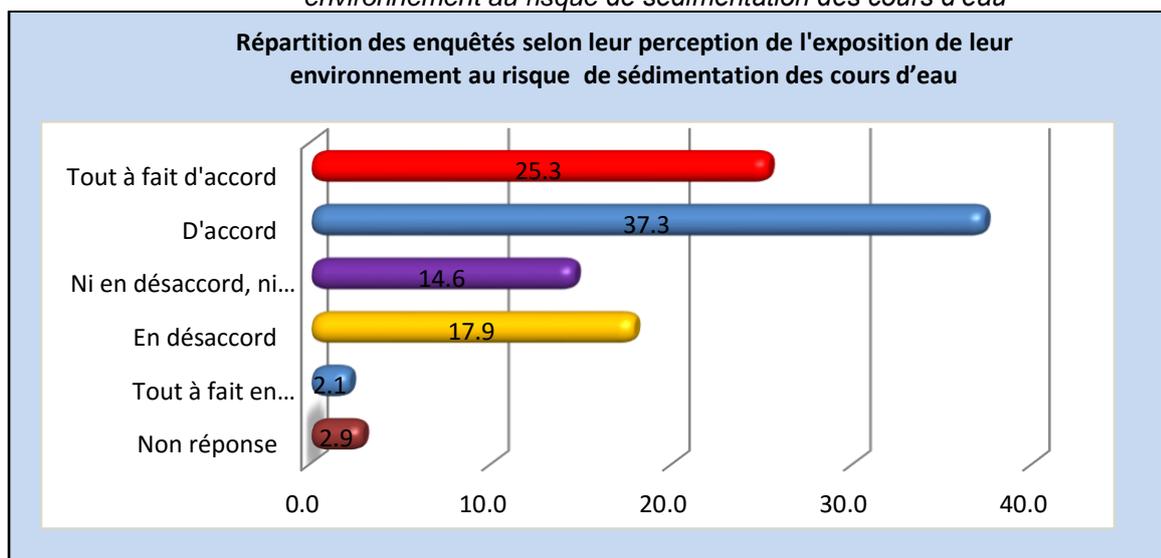
Graphique 27 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de diminution de la production agropastorale



### 2.2.2.10. Perception de l'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau

Selon le contenu du graphique 28, la majorité des enquêtés (62,6%) sont conscients du fait que leur zone de résidence est exposée aux risques de sédimentation des cours d'eau à cause de l'exploitation minière. En effet, l'on note que plus d'un tiers (37,3%) des répondants sont d'accord et plus d'un quart (25,3%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée aux risques de sédimentation des cours d'eau* ».

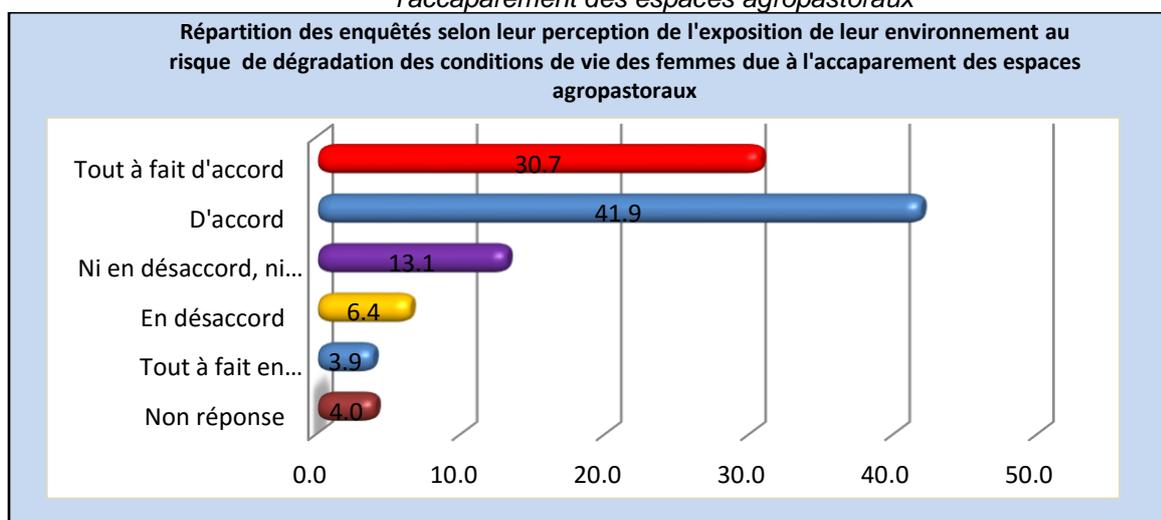
Graphique 28 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de sédimentation des cours d'eau



#### 2.2.2.11. Perception de l'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux

En analysant le contenu du graphique 29, on remarque que la majorité des enquêtés (72,6%) sont au courant que leur zone de résidence est exposée aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux pour l'exploitation minière. En effet, près de la moitié (41,9%) des répondants sont d'accord et près d'un tiers (30,7%) sont tout à fait d'accord avec l'assertion « *Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux* ».

Graphique 29 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'exposition de leur environnement au risque de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux

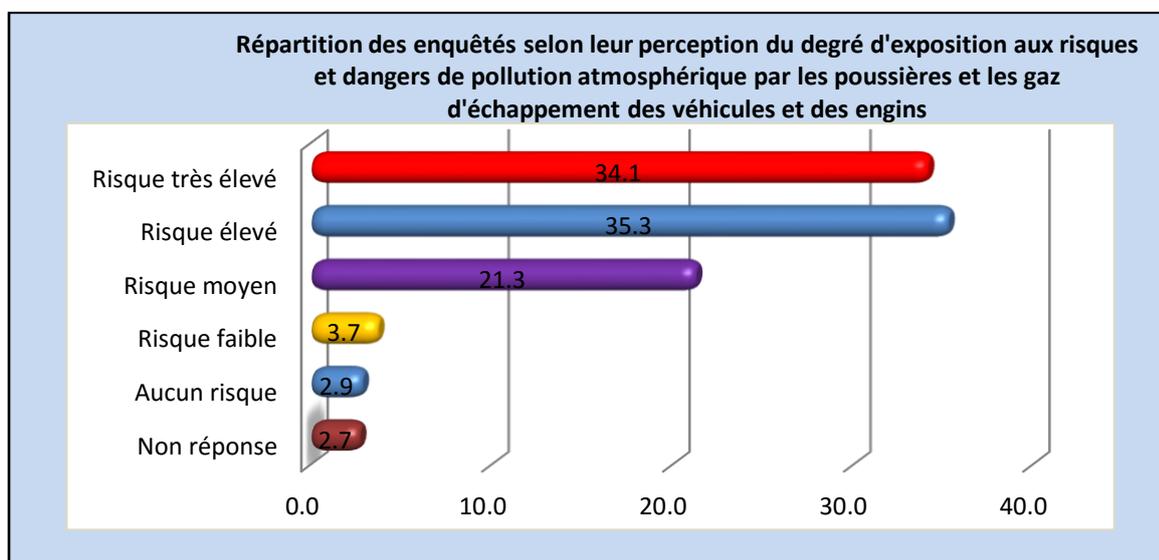


### ***2.2.3. Evaluation du degré d'exposition aux risques et dangers liés aux impacts environnementaux***

#### **2.2.3.1. Degré d'exposition aux risques de pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins**

L'analyse des données du graphique 30 révèle globalement que le risque perçu lié à pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins est relativement **élevé**. En effet, plus d'un tiers des enquêtés (34,1%) perçoivent ce risque très élevé tandis que pour un autre tiers (35,3%), ce risque est élevé. Par ailleurs, plus d'un cinquième (21,3%) des enquêtés perçoivent que ce risque reste moyen.

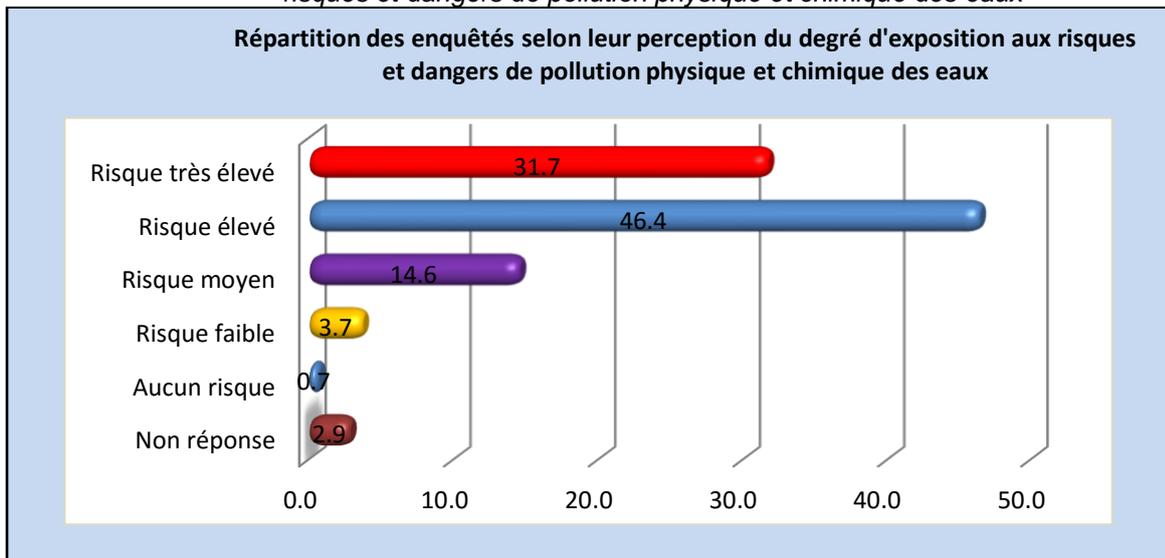
*Graphique 30 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques et dangers de pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins*



#### **2.2.3.2. Degré d'exposition aux risques de pollution physique et chimique des eaux**

De façon générale, le risque perçu lié à pollution physico-chimique des eaux est relativement **élevé**. En effet, près d'un tiers des enquêtés (31,7%) perçoivent ce risque très élevé tandis que pour près de la moitié d'entre eux (46,4%), ce risque est élevé. Par ailleurs, moins d'un cinquième (14,6%) des enquêtés perçoivent que ce risque reste moyen.

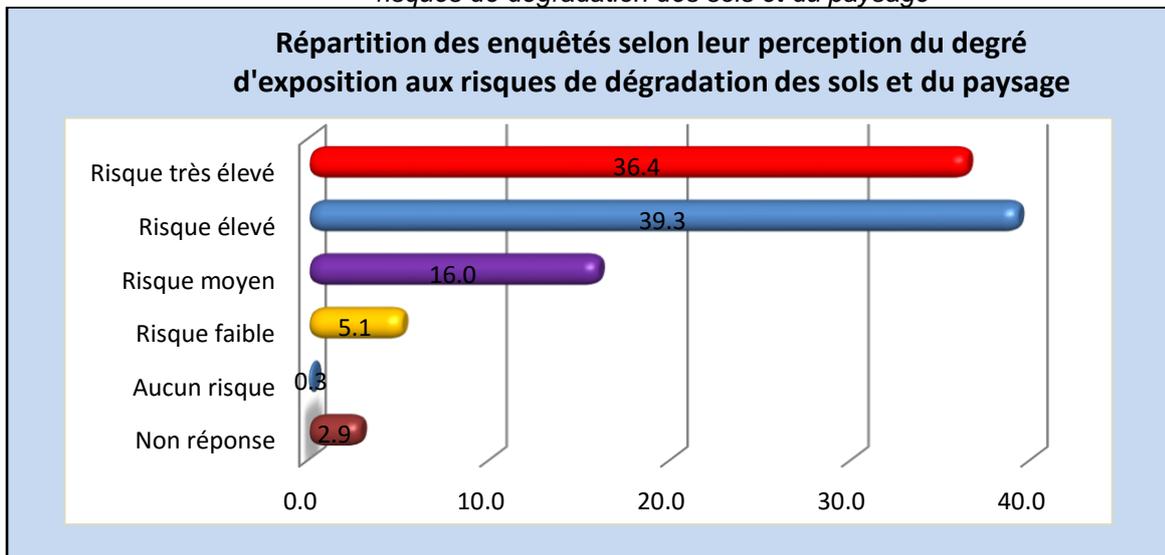
Graphique 31 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques et dangers de pollution physique et chimique des eaux



### 2.2.3.3. Degré d'exposition aux risques de dégradation des sols et du paysage

Le risque perçu lié à dégradation des sols et du paysage est relativement **élevé** aux yeux de la majorité des répondants. Comme on peut le constater en observant le graphique ci-dessous, plus d'un tiers des enquêtés (36,4%) perçoivent ce risque *très élevé* tandis que pour plus d'un tiers d'entre eux (39,3%), ce risque est élevé. Par ailleurs, moins d'un cinquième (16,6%) des enquêtés perçoivent que ce risque demeure moyen.

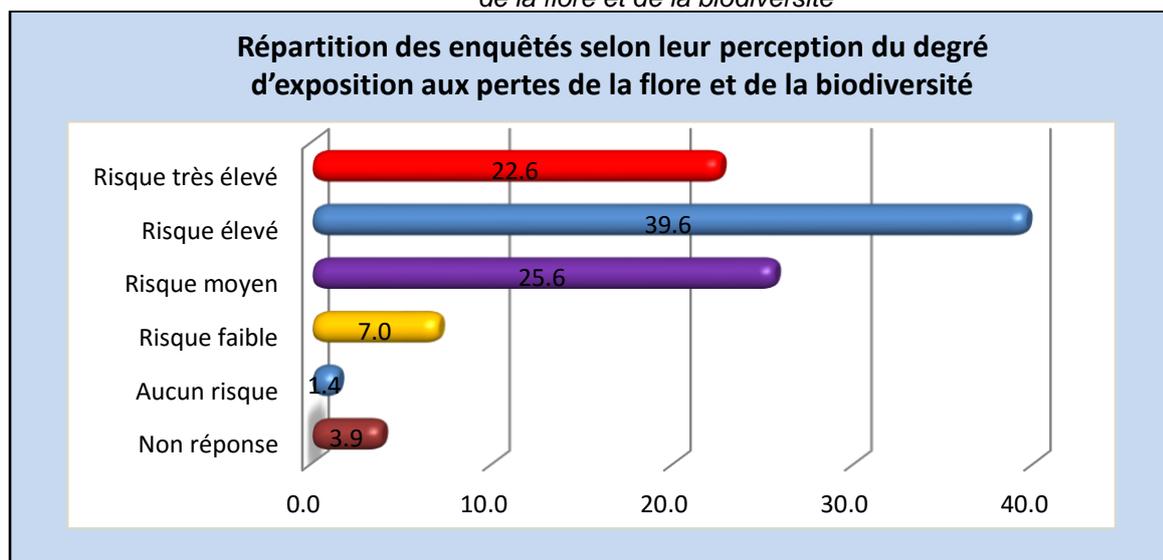
Graphique 32 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de dégradation des sols et du paysage



#### 2.2.3.4. Degré d'exposition aux pertes de la flore et de la biodiversité

Globalement, le risque perçu lié aux pertes de la flore et de la biodiversité est relativement **élevé** pour la majorité des répondants. En effet, près d'un cinquième des enquêtés (22,6%) perçoivent ce risque très élevé tandis que pour plus d'un tiers d'entre eux (39,6%), ce risque est élevé. Par ailleurs, plus d'un cinquième (25,6%) des enquêtés perçoivent que ce risque reste moyen.

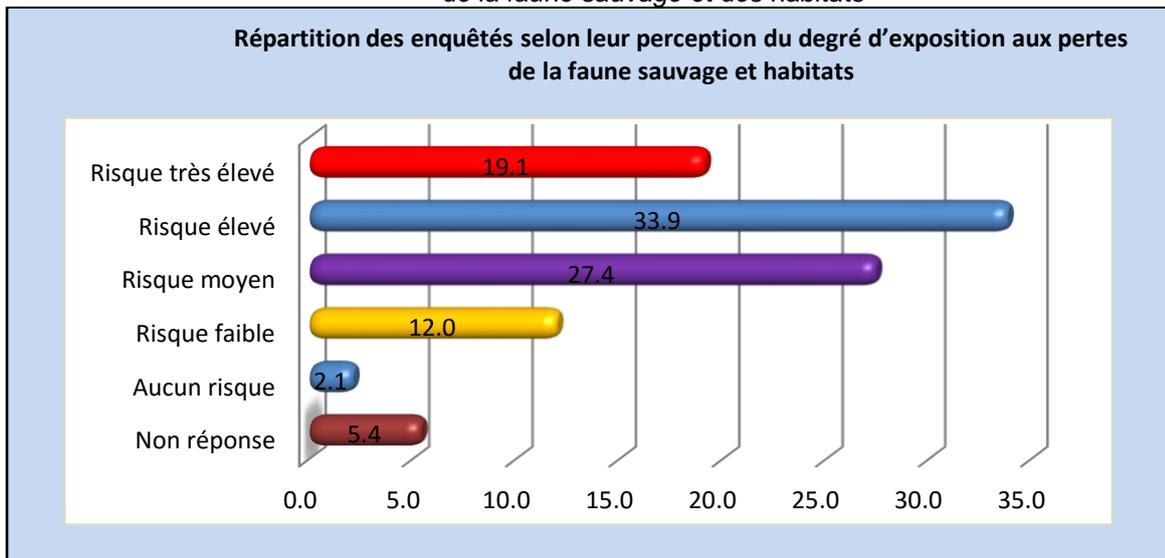
Graphique 33 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux pertes de la flore et de la biodiversité



#### 2.2.3.5. Degré d'exposition aux pertes de la faune sauvage et des habitats

Le risque perçu lié aux pertes de la faune sauvage et des habitats est relativement **élevé** pour la majorité des répondants. C'est ce que révèle le contenu du graphique 34, dont près d'un cinquième des enquêtés (19,1%) perçoivent ce risque *très élevé* tandis que pour plus d'un tiers d'entre eux (33,9%), ce risque est élevé. Cependant, plus d'un quart (27,4%) des enquêtés perçoivent ce risque moyen.

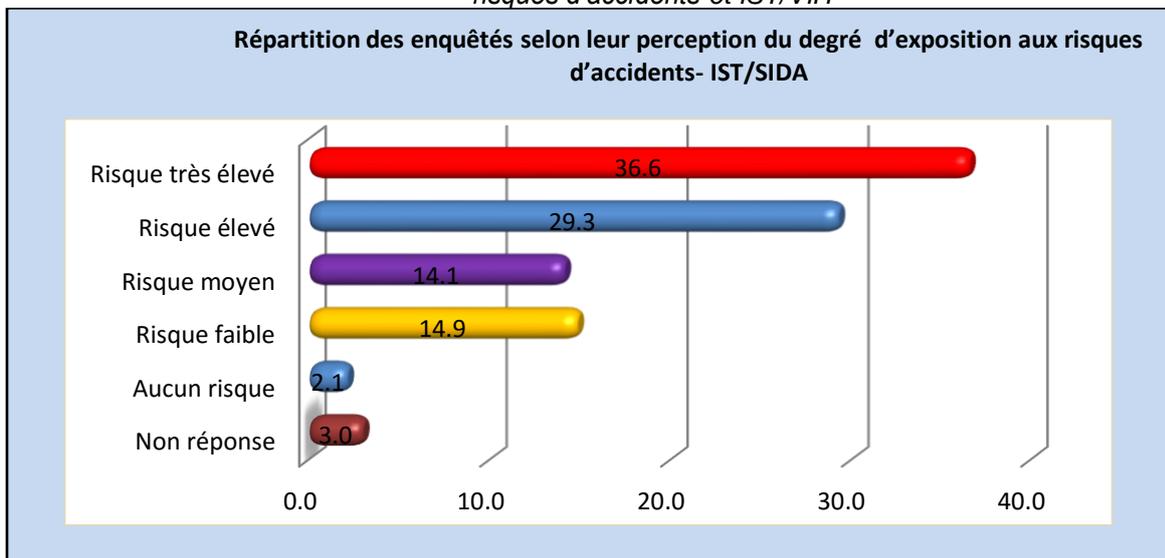
Graphique 34 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux pertes de la faune sauvage et des habitats



### 2.2.3.6. Degré d'exposition aux risques d'accidents et IST/VIH

De façon générale, le risque perçu lié accidents et aux IST/VIH paraît relativement élevé pour la majorité des répondants. En effet, plus d'un tiers des enquêtés (36,6%) perçoivent ce risque très élevé tandis que pour près d'un tiers d'entre eux (29,3%), ce risque est élevé. Par ailleurs, moins d'un cinquième (14,9%) des enquêtés perçoivent que ce risque reste moyen.

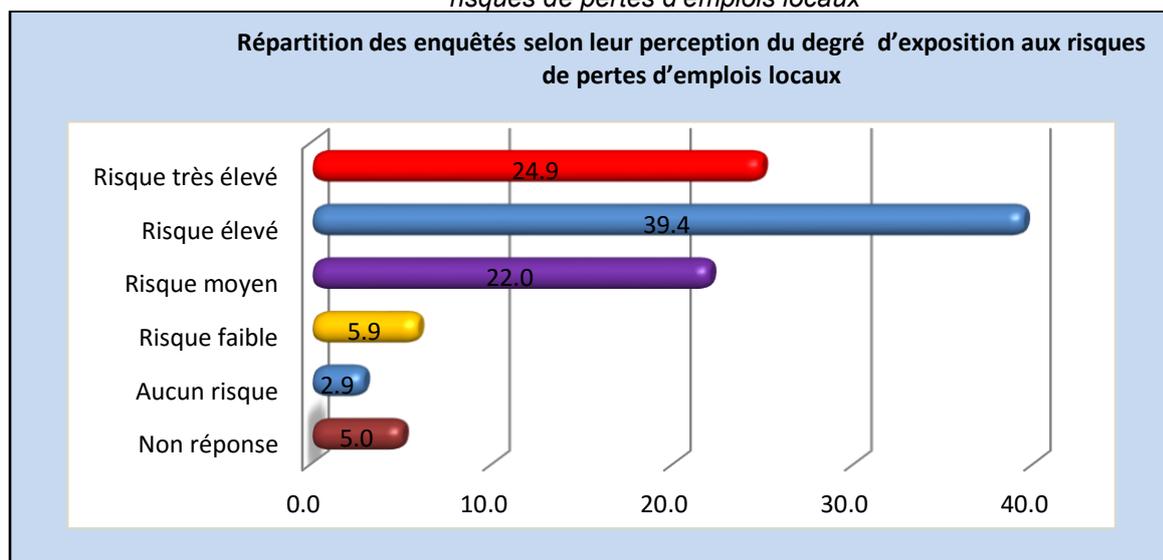
Graphique 35 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques d'accidents et IST/VIH



### 2.2.3.7. Degré d'exposition aux risques de perte d'emplois locaux

Globalement, le risque de perte d'emplois locaux est relativement **élevé** pour la majorité des répondants. C'est ce que révèle le contenu du graphique 36, dont près d'un quart des enquêtés (24,9%) perçoivent ce risque *très élevé* tandis que pour plus d'un tiers d'entre eux (39,4%), ce risque est élevé. Cependant, moins d'un quart (22%) des enquêtés perçoivent ce risque moyen.

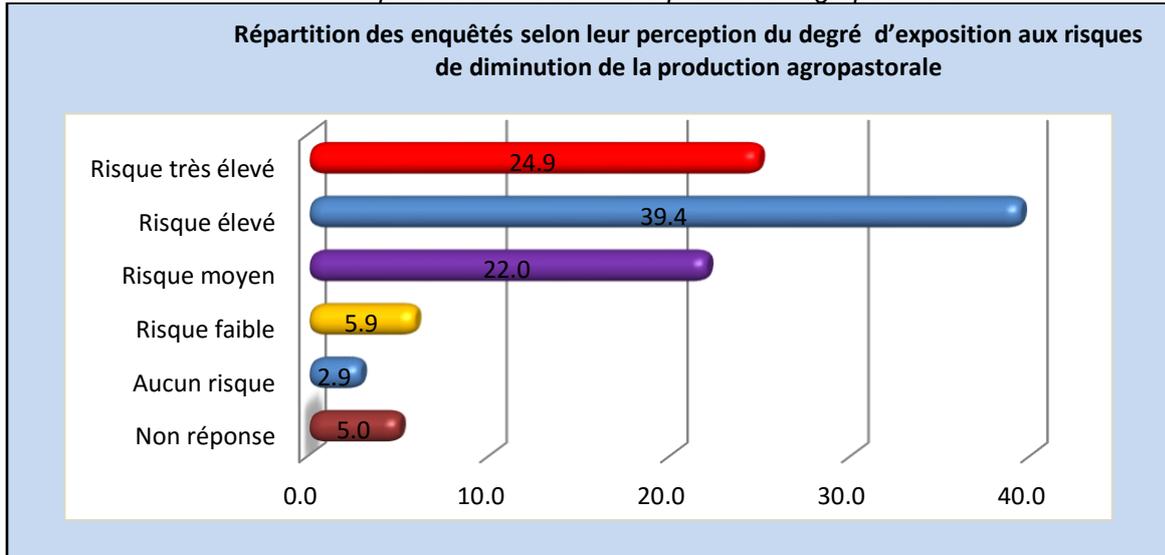
Graphique 36 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de pertes d'emplois locaux



### 2.2.3.8. Degré d'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale

Le risque perçu lié à la diminution de la production agropastorale paraît relativement **élevé** pour la majorité des répondants. C'est ce que révèle le contenu du graphique 37, dont près d'un cinquième des enquêtés (24,9%) perçoivent ce risque *très élevé* tandis que pour plus d'un tiers d'entre eux (39,4%), ce risque est élevé. Cependant, moins d'un quart (22%) des enquêtés perçoivent ce risque relativement moyen.

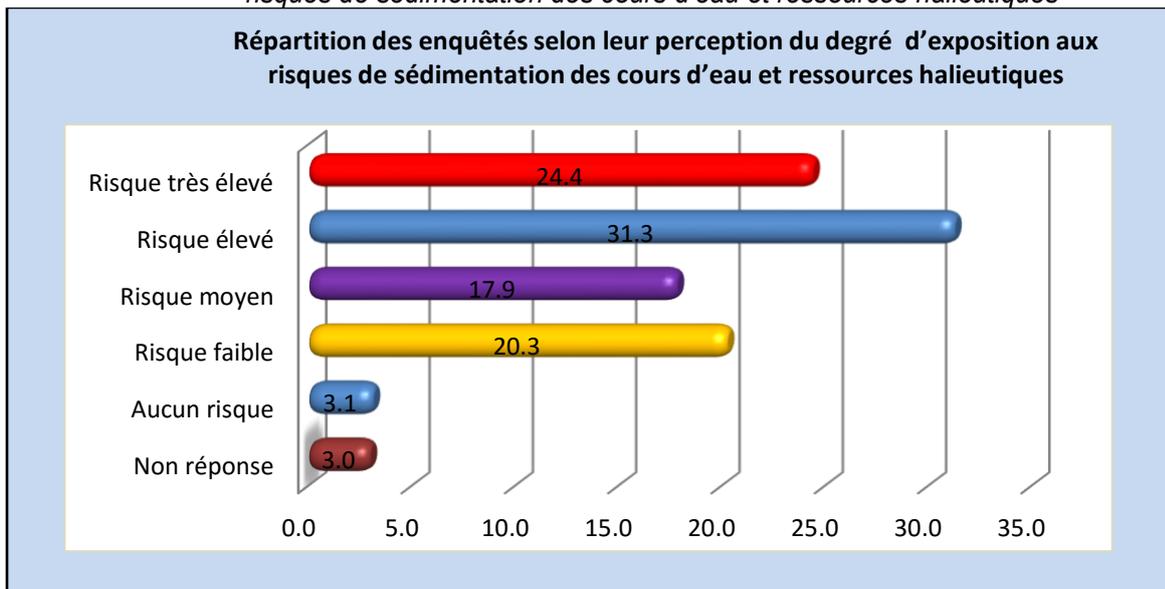
Graphique 37 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de diminution de la production agropastorale



### 2.2.3.9. Degré d'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques

En général, le risque perçu lié à la sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques paraît relativement **élevé** pour la majorité des répondants. En effet, moins d'un quart des enquêtés (24,4%) perçoivent ce risque très élevé tandis que pour près d'un tiers d'entre eux (31,3%), ce risque est élevé. Par ailleurs, moins d'un cinquième (17,9%) des enquêtés perçoivent que ce risque reste relativement moyen.

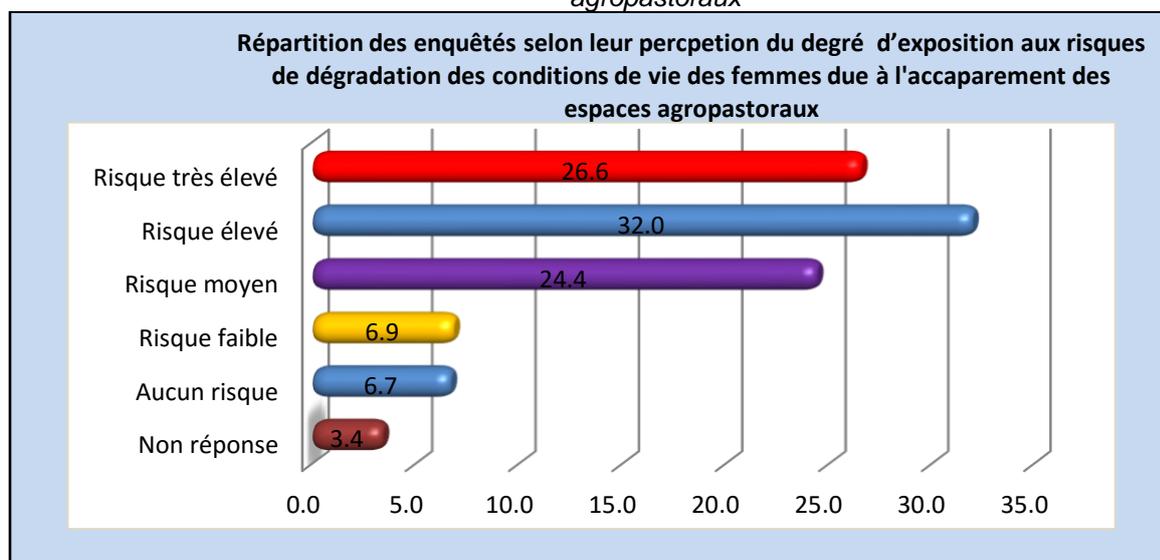
Graphique 38 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de sédimentation des cours d'eau et ressources halieutiques



### 2.2.3.10. Degré d'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux

Le risque perçu lié à la dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux paraît relativement **élevé** pour la majorité des répondants. C'est ce que révèle le contenu du graphique 39, dont plus d'un quart des enquêtés (26,6%) perçoivent ce risque *très élevé* tandis que pour moins d'un tiers d'entre eux (32%), ce risque est élevé. En outre, près d'un quart (24,4%) des enquêtés perçoivent ce risque relativement moyen.

Graphique 39 : Répartition des enquêtés selon leur perception du degré d'exposition aux risques de dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux

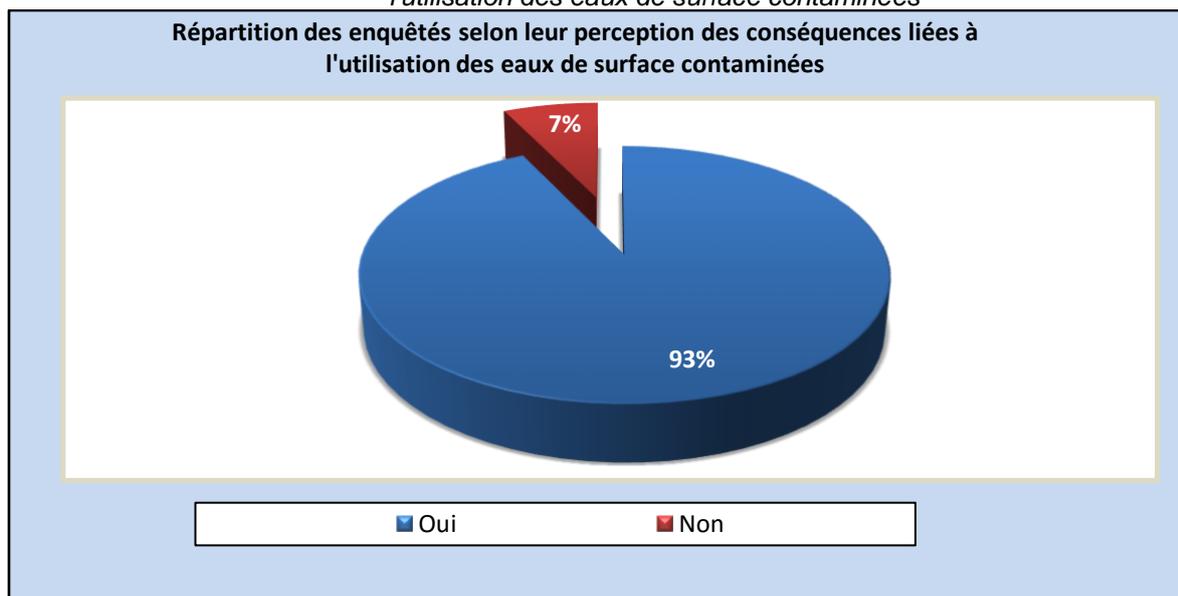


## **2.2.4. Perception des impacts humains de l'exploitation minière**

### **2.2.4.1. Perception des conséquences liées à l'utilisation des eaux de surface contaminées**

De façon globale, la quasi-totalité des enquêtés (près de 93%) savent que l'utilisation des eaux de surface contaminées par les produits chimiques des sites miniers peuvent avoir des conséquences néfastes sur la santé de la population riveraine. C'est ce que révèle contenu du graphique 40.

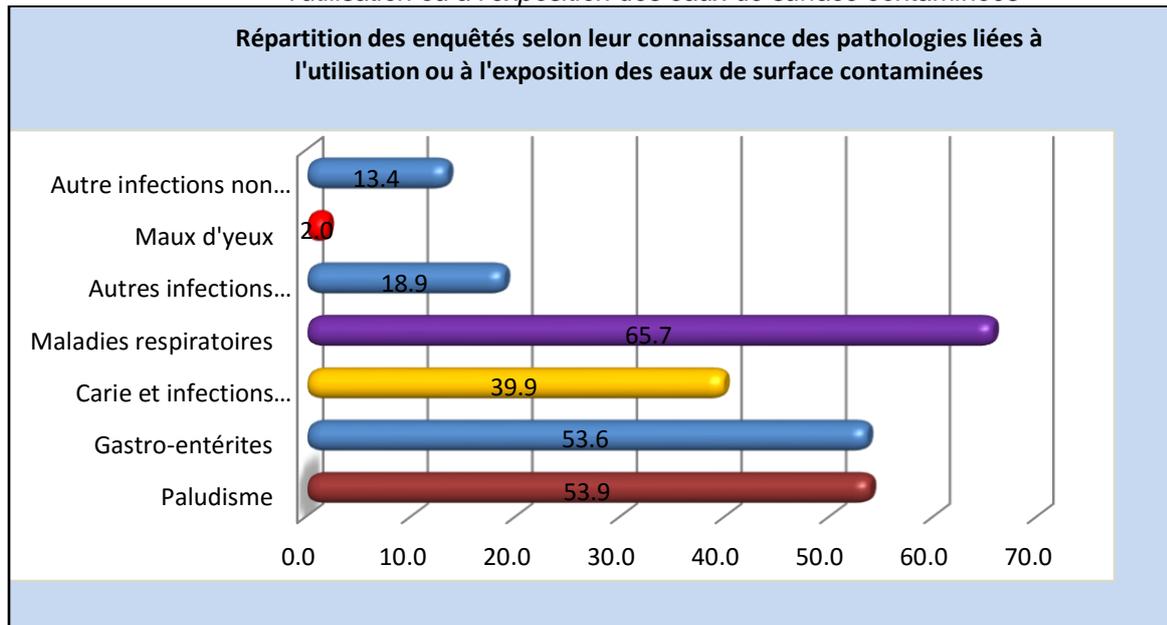
*Graphique 40 : Répartition des enquêtés selon leur perception des conséquences liées à l'utilisation des eaux de surface contaminées*



### **2.2.4.2. Pathologies à l'utilisation des eaux de surface contaminées**

En général, les populations riveraines des sites miniers savent qu'elles peuvent être victimes de pathologies si elles utilisent, consomment ou sont exposées aux eaux de surface contaminées par les produits chimiques issus de l'exploitation minière. C'est l'information essentielle que ce révèle le contenu du graphique 41. En effet, les répondants affirment par ordre de citation que l'utilisation, la consommation ou l'exposition aux eaux contaminées peuvent entraîner les maladies respiratoires (26,6%), le paludisme (21,8%), les gastro-entérites (21,7%).

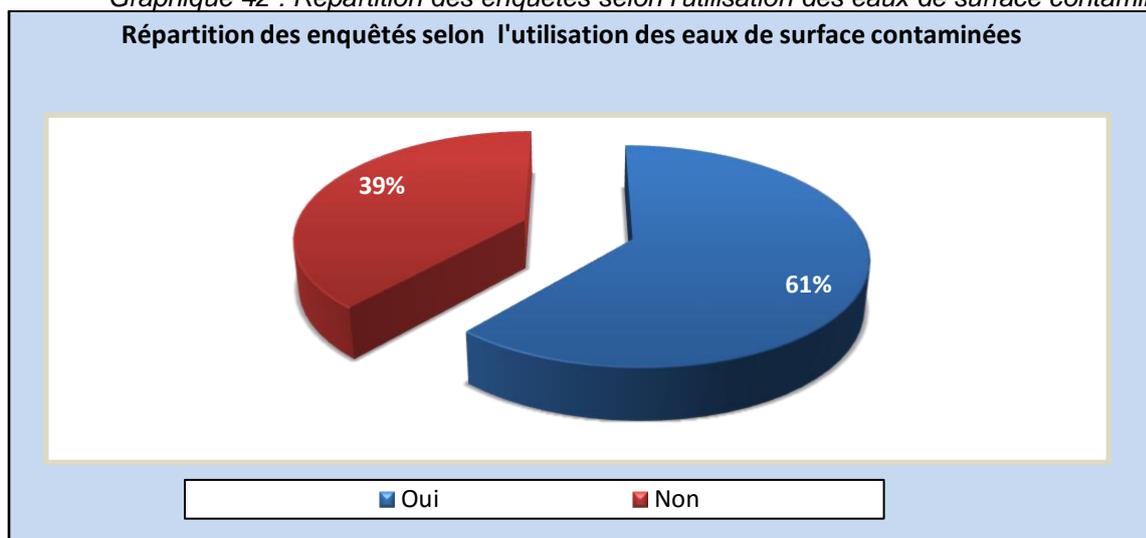
Graphique 41 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance des pathologies liées à l'utilisation ou à l'exposition des eaux de surface contaminées



### 2.2.4.3. Avis sur la consommation et/l'utilisation des eaux contaminées

Quand bien même la quasi-totalité des enquêtés se disent convaincus des conséquences néfastes de la consommation ou de l'utilisation des eaux contaminées par les produits chimiques issus de l'exploitation minière, force est de constater que la majorité d'entre eux (61%) déclarent les utiliser pour leurs besoins quotidiens. C'est ce que révèle le contenu du graphique 42. Ceci indique que le problème d'eau se pose avec acuité pour certaines populations riveraines des sites miniers.

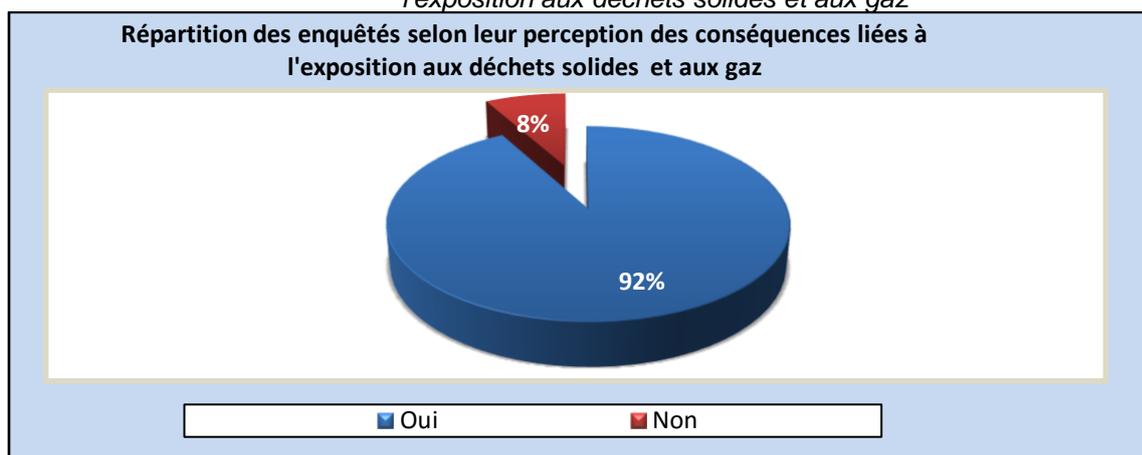
Graphique 42 : Répartition des enquêtés selon l'utilisation des eaux de surface contaminées



#### 2.2.4.4. Avis sur les conséquences liées aux déchets solides, gaz et poussières

Le contenu du graphique 43 renseigne sur la maîtrise des conséquences liées à l'exposition aux déchets solides, gaz et poussières émanant de l'exploitation minière. En effet, la quasi-totalité des répondants (92%) affirment être au courant des conséquences que peut entraîner l'exposition aux déchets solides, gaz et poussières émanant de l'exploitation minière. En effet, elles citent par ordre d'importance les pathologies telles que les maladies respiratoires, les maux d'yeux, les caries et autres infections buccales.

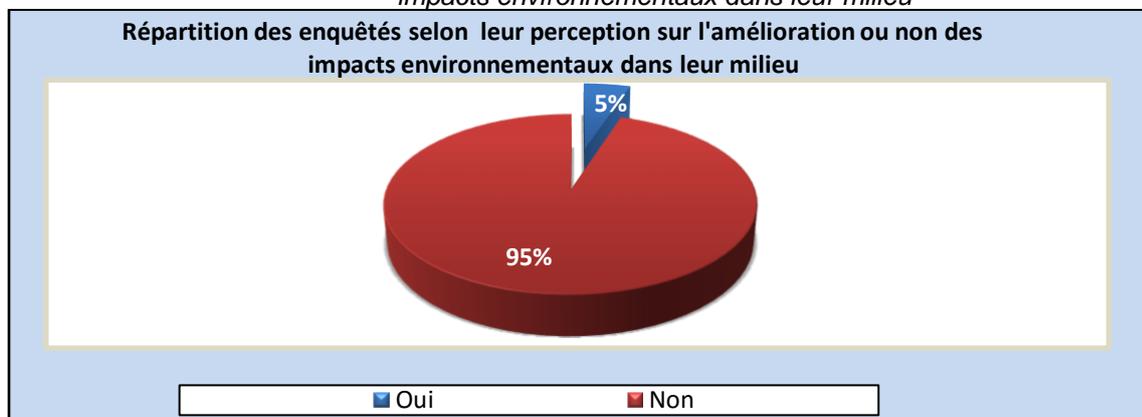
*Graphique 43 : Répartition des enquêtés selon leur perception des conséquences liées à l'exposition aux déchets solides et aux gaz*



#### 2.2.4.5. Avis sur l'amélioration ou non des impacts environnementaux

Une très forte majorité des enquêtés (95%) affirment qu'il n'y a pas d'amélioration des impacts environnementaux dus l'exploitation minière au cours de l'année dernière. C'est que révèle le contenu du graphique 44. Ceci indique que les plans de gestion environnementale et les plans de gestion des risques prévus par la loi ne sont pas respectés par les entreprises extractives.

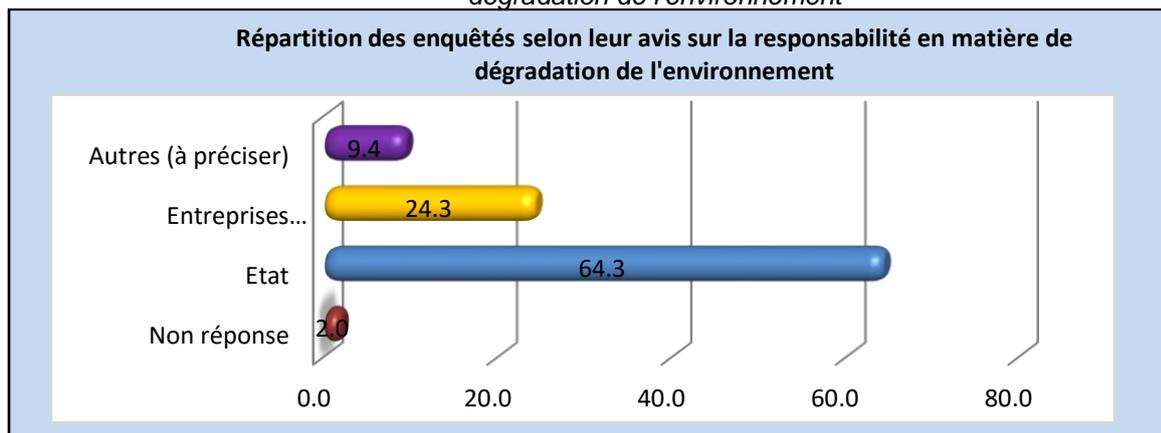
*Graphique 44 : Répartition des enquêtés selon leur perception sur l'amélioration ou non des impacts environnementaux dans leur milieu*



#### 2.2.4.6. Avis sur la responsabilité en matière de dégradation de l'environnement

Corrélativement à la dégradation des impacts environnementaux, la majorité des enquêtés (64,3%) trouvent que l'Etat est le principal responsable de cette situation. Cependant près d'un quart (24,3%) des enquêtés estiment que les entreprises extractives en sont les principaux responsables. C'est que révèle le contenu du graphique 45.

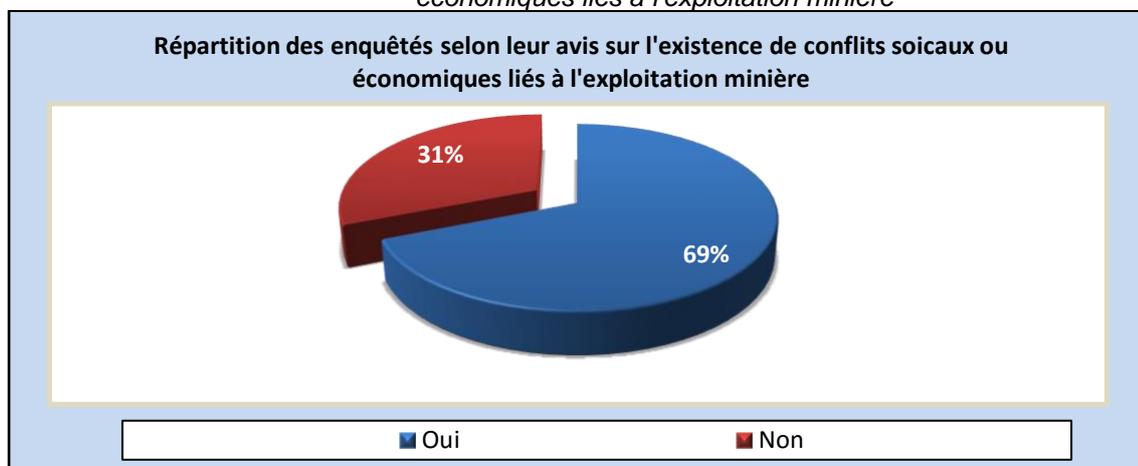
Graphique 45 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur la responsabilité en matière de dégradation de l'environnement



#### 2.2.4.7. Existence des conflits sociaux et économiques

Selon le contenu du graphique 46, la majorité des enquêtés (69%) affirment qu'il y a eu par le passé des conflits sociaux/économiques liés à l'exploitation minière dans leur localité. Ceci implique que l'exploitation minière est source de conflits sociaux et qu'il s'avère important de prévoir en amont des mécanismes souples de prévention et de résolution desdits conflits.

Graphique 46 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur l'existence de conflits sociaux ou économiques liés à l'exploitation minière

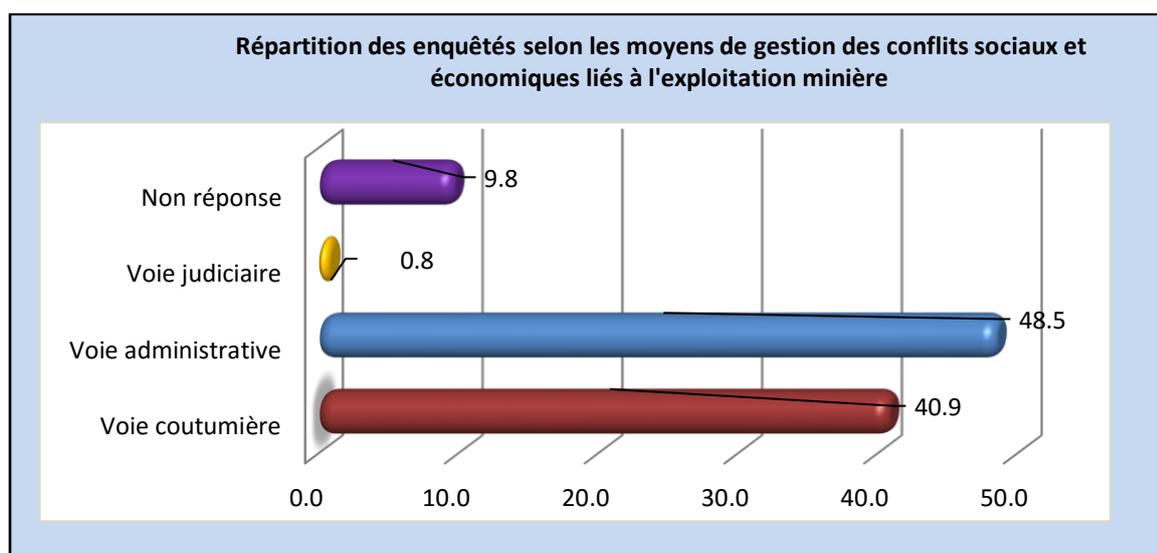


#### 2.2.4.8. Acteurs des conflits sociaux et économiques et moyens de leur gestion

Les principaux acteurs impliqués dans la gestion des conflits liés à l'exploitation minières sont les représentants de la population, les administrateurs des entreprises extractives, les autorités administratives et coutumières. Cependant selon la majorité des enquêtés (54%) les entreprises extractives interviennent rarement dans la gestion des conflits dont elles sont pourtant les principaux responsables.

Selon le contenu du graphique 47, près de la moitié des enquêtés (49%), les conflits sociaux et économiques engendrés par l'exploitation minière sont gérés selon la voie administrative tandis que plus d'un tiers (41%) affirment que ces conflits sont gérés par voie coutumière. On note que le règlement des conflits par voie judiciaire est très faiblement représenté (moins de 1%). Cependant ces variables qui instruisent sur des voies constituant des canaux par excellence de la gestion de ces conflits socioéconomiques sont méconnues par 10% du public ciblé.

*Graphique 47 : Répartition des enquêtés selon les moyens de gestion des conflits sociaux et économiques liés à l'exploitation minière*

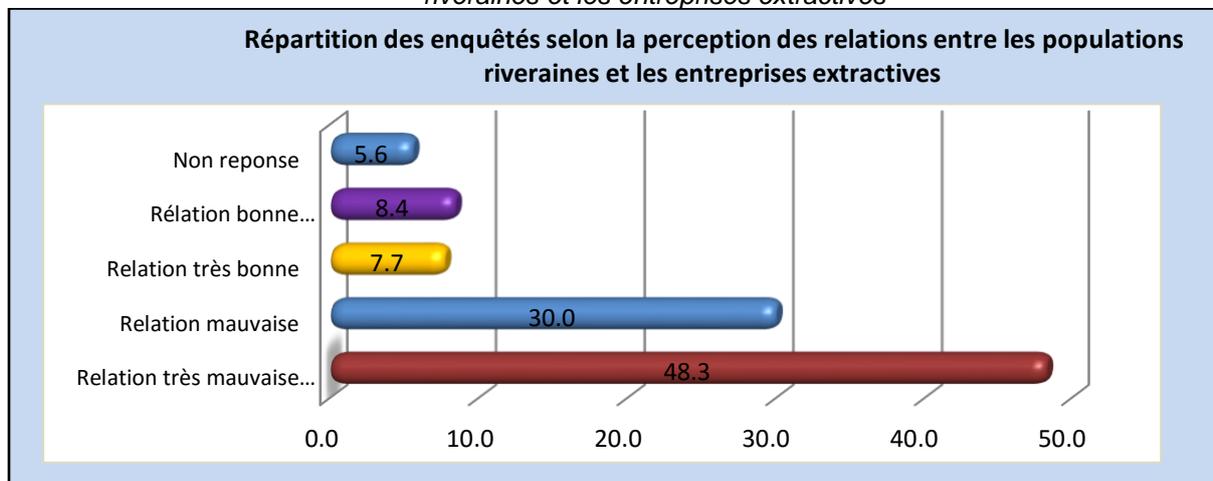


#### 2.2.4.9. Perception de la relation entre les populations riveraines des sites miniers et les entreprises extractives

L'analyse du contenu du graphique 48 montre que pour une forte majorité des enquêtés (78%), les populations riveraines des sites miniers entretiennent des relations relativement mauvaises avec les entreprises extractives. En effet, pour près de la moitié d'entre eux (48%) ces relations sont plutôt tendues tandis que pour près

d'un tiers (30%). Cette perception est symptomatique du niveau de dégradation des impacts environnementaux. Afin de renverser cette tendance, il s'avère impérieux que les plans de gestion environnementale et sociale (PGES) soient respectés conformément aux lois en vigueur.

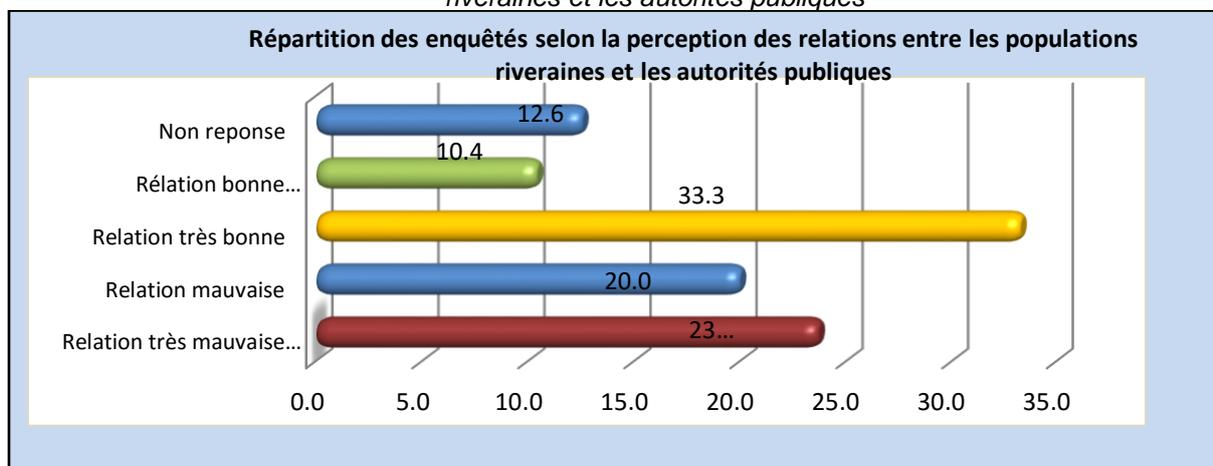
Graphique 48 : Répartition des enquêtés selon la perception des relations entre les populations riveraines et les entreprises extractives



#### 2.2.4.10. Perception de la relation entre les populations riveraines et les autorités publiques

Pour près de la moitié des enquêtés (43,7%), les populations riveraines des sites miniers entretiennent des relations relativement mauvaises avec les autorités publiques à propos de l'exploitation minière. En effet, pour près d'un quart d'entre eux (23,7%), ces relations sont même très mauvaises. C'est ce que révèle le contenu du graphique 49. Cette perception pourrait être corrélée au fait que la majorité des répondants tiennent l'Etat responsable du niveau de dégradation des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière.

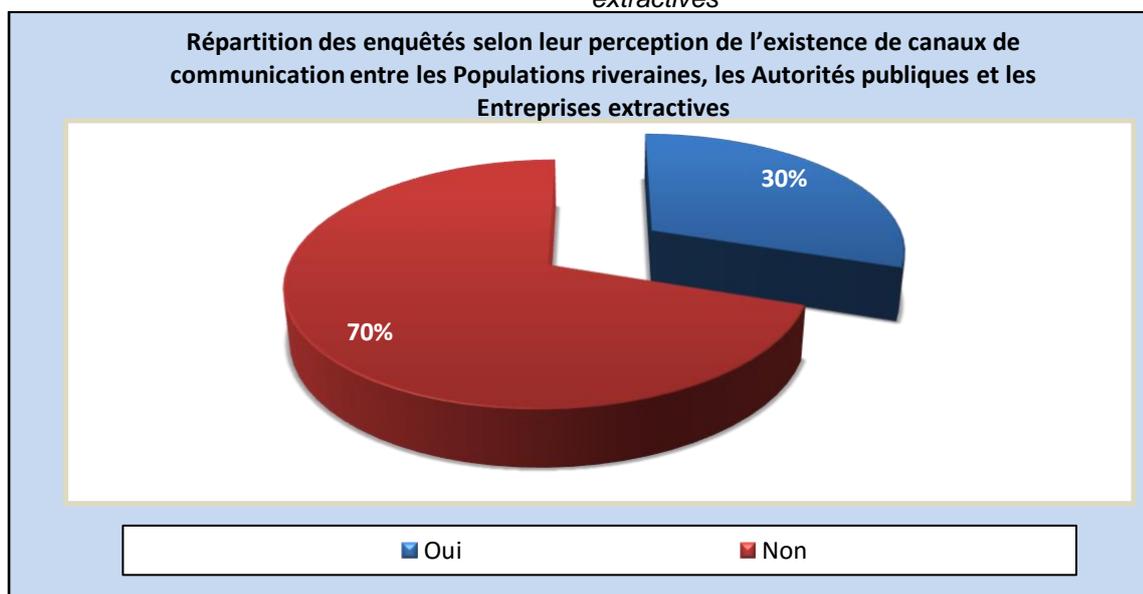
Graphique 49 : Répartition des enquêtés selon la perception des relations entre les populations riveraines et les autorités publiques



#### 2.2.4.11. Existence de canaux de communication formalisés entre les Populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives

Selon le contenu du graphique 50, la majorité des enquêtés (70%) estiment qu'il n'y a pas de **canaux de communication formalisés** entre les populations locales, les autorités publiques et les entreprises extractives pour débattre des questions clés liées à l'exploitation minière. Il s'avère alors impérieux de mettre en place un outil de communication pérenne entre les acteurs clés du secteur minier (une sorte de plateforme de redevabilité de compte animée par l'ensemble de ces acteurs).

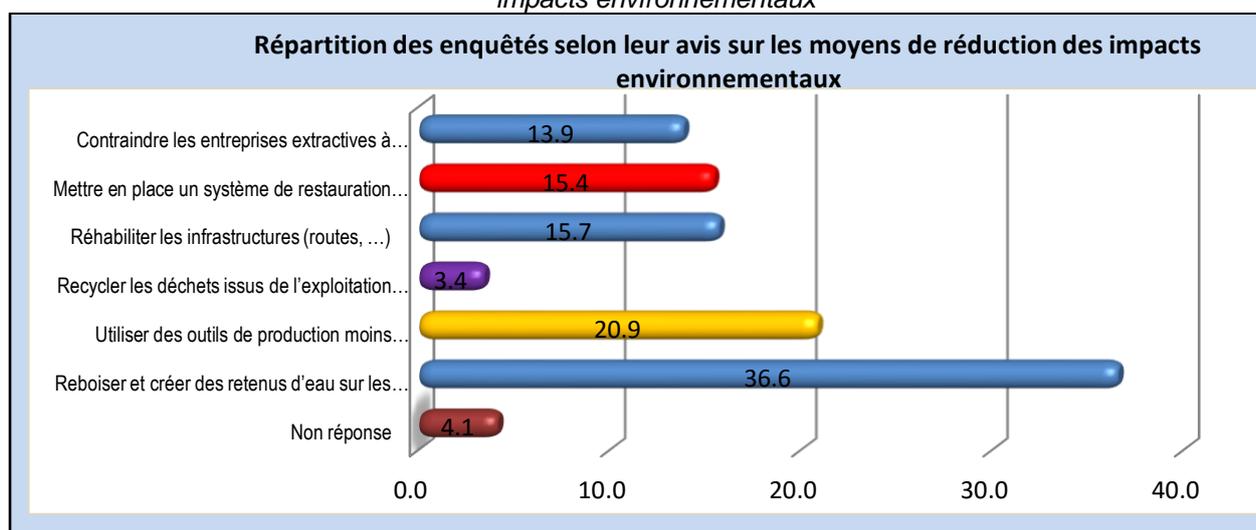
Graphique 50 : Répartition des enquêtés selon leur perception de l'existence de canaux de communication entre les Populations riveraines, les Autorités publiques et les Entreprises extractives



#### 2.2.4.12. Moyens de réduction des impacts environnementaux

L'observation du graphique 51 montre que les avis des enquêtés sont partagés sur les moyens de réduction des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière. Les enquêtés retiennent dans leur plan d'action de réduction des impacts environnementaux et par ordre de citation : le reboisement et la création des retenues d'eau autour des sites restaurés (36,6%), l'utilisation des outils de production moins polluants (20,9%), la réhabilitation des infrastructures (15,7%), la mise en place d'un mécanisme de restauration des sites (15,4%) et le respect par les entreprises extractives de leurs engagements relativement aux lois en vigueur.

Graphique 51 : Répartition des enquêtés selon leur avis sur les moyens de réduction des impacts environnementaux



#### 2.2.4.13. Connaissance et compréhension de l'ITIE

L'analyse des données consignées dans le tableau 10 montre qu'une forte majorité des enquêtés (88%) affirment ne pas connaître l'ITIE. De la faible proportion des enquêtés (11,7%) ayant affirmé avoir connaissance de l'ITIE, plus de la moitié d'entre eux (52,4% soit 43 répondants) soulignent avoir travaillé avec cette structure.

Par ailleurs, la majorité des enquêtés ayant affirmé connaître l'ITIE (62,2%) disent n'avoir pas pu améliorer leur compréhension de l'ITIE par rapport à 2016.

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon leur connaissance et leur compréhension de l'ITIE

	Oui		Non		Total
	Nb. cit.	Fréq.	Nb. cit.	Fréq.	
<b>Enquêtés connaissant ITIE</b>	82	11,7%	618	88,3%	700
<b>Séance Travail avec ITIE</b>	43	52,4%	39	47,6%	82
<b>Compréhension ITIE par rapport à 2016</b>	31	37,8%	51	62,2%	82

#### 2.2.4.14. Tribune libre (commentaires/remarques/observations)

Selon les données récapitulées dans le tableau 11, la majorité des enquêtés des enquêtés (62%) estiment qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions de vie des ouvriers, de recruter la main d'œuvre locale, de réhabiliter et construire des infrastructures telles que les marchés, les écoles, les centres de santé, les routes, etc.) dans les localités abritant les sites miniers, et dans une moindre mesure de dédommager les propriétaires terriens.

Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon leurs commentaires/observations dans la tribune libre

	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	43	6,14%
Faire bénéficier à la génération future les ressources	25	3,57%
Dédommager les propriétaires terriers	68	9,71%
Réhabiliter/Construire des infrastructures (marché, école, santé, routes, adduction d'eau potable, électrification rurale, etc.)	121	17,29%
Appauvrissement des localités autour du site	13	1,86%
Recruter les jeunes des localités dans les usines	96	13,71%
Améliorer les conditions de travail des ouvriers	130	18,57%
Promesse non tenue des autorités et des entreprises	65	9,29%
Conditions de travail précaire des ouvriers	24	3,43%
Prendre en compte les opinions des autochtones	28	4,00%
Restituer les terres confisquées	11	1,57%
Intervention de l'Etat pour contraindre les entreprises à respecter leurs engagements	56	8,00%
Gestion participative des impacts environnementaux	20	2,86%
<b>TOTAL CIT.</b>	<b>700*</b>	<b>100%</b>

\*Le tableau est construit sur 700 observations. Les pourcentages sont calculés par rapport au nombre de citations.

### **3. RECOMMANDATIONS**

Au regard de tous ces constats, le consultant fait les recommandations suivantes :

#### ***3.1.1. A l'endroit des entreprises extractives***

- Mettre en application les plans de gestion environnementale et sociale (PGES) et les plans de gestion de risque (PGR) issus des évaluations environnementales ;
- Réhabiliter et restaurer les sites miniers fermés ;
- Mettre en place des systèmes de gestion efficace des déchets.

#### ***3.1.2. A l'endroit de l'autorité publique***

- Mettre en place un outil de communication pérenne entre les acteurs clés du secteur minier (une sorte de plateforme de redevabilité de compte animée par l'ensemble de ces acteurs) ;
- Veiller au respect des règles et normes qui régissent l'exploitation des mines ;
- Elaborer et faire mettre en œuvre les normes de rejets des déchets dans l'air, l'eau et sur le sol et veiller à leur respect par les entreprises extractives ;
- Associer les populations de la zone minière dans la gestion des impacts environnementaux ;

#### ***3.1.3. A l'endroit des populations bénéficiaires***

- Mettre en place des plans de développement communautaire dans les zones minières ;
- Sensibiliser les populations riveraines des sites miniers, notamment les CVD, CDQ et CCD sur les dangers et les risques des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière et les mesures de protection sanitaire à mettre en œuvre pour éviter les maladies qui peuvent en découler.

## CONCLUSION

L'étude objet de « l'Enquête de perception sur les impacts environnementaux du secteur minier au Togo » a été menée dans trois régions du pays (Maritime, Centrale, Kara) entre le 10 juillet 2017 et le 07 Août 2017. Elle a porté d'une part, sur la mesure de la perception de la gouvernance minière au Togo auprès d'une centaine de personnes-ressources à travers des entretiens qualitatifs et d'autre part, sur la cartographie de la perception des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière auprès de sept cent (700) ménages vivant autour de six (6) sites miniers en activité et un (1) site minier dont les activités d'extraction sont arrêtées.

Cette étude opérée en trois phases, s'est évertuée dans un premier temps, à faire une revue documentaire et à recueillir l'avis de quelques experts sur l'état des lieux de l'exploitation minière au Togo, sur les défis majeurs du secteur et sur la situation des impacts environnementaux liés à l'exploitation minière.

Dans une deuxième phase, une centaine de personnes-ressources dont entre autres des responsables de Comités de développement communautaire et/ou des collectivités locales, des autorités traditionnelles et coutumières, des responsables d'organisations de la société civile (OSC) dont les ONG et autres Associations, des autorités administratives, communales ou préfectorales (préfets, secrétaires généraux de préfecture, chefs de délégations spéciale), les chefs d'entreprise et les représentants de partis politiques ont été également rencontrés en vue du recueil de leurs avis sur la problématique de l'exploitation minière et la gestion de ses impacts environnementaux au niveau local par le biais d'un guide d'entretien.

Dans la dernière phase, une collecte de données quantitatives auprès d'un échantillon représentatif des populations riveraines des sites miniers (100 ménages par sites) a permis d'appréhender la perception de ces populations en termes de connaissance, exposition et degré d'exposition aux impacts environnementaux identifiés par celles-ci.

Des recommandations sont formulées à l'endroit des parties prenantes de l'exploitation minière et portent sur les constats relatifs aux résultats de l'étude.

# ANNEXES

# Étude sur l'établissement d'un forum de redevabilité et Enquête de perception du secteur minier au Togo

## Fiche de collecte des données dans les ménages

### I. -Informations Générales

#### 1. Identification de l'enquêteur et de l'enquêté

Libellés des caractéristiques	
0- Nom et prénom de l'enquêteur : _____ /	
1- Date de l'entretien : _____ /	
2- N° d'ordre [____]	
3- Lieu d'implantation : _____ /	4- Région : _____ /
5- Préfecture : _____ /	6- Ville _____ /
7- Nom Village : _____ /	

#### 2. Caractéristiques personnelles du répondant

Libellés des caractéristiques	
8- Sexe:    1 = M [____]    0 = F [____];	9- Age :    18 – 25 ans [____] 25 – 40 ans [____] 40 – 50 ans [____] 50 – 60 ans [____] + de 60 ans [____]
10- Situation matrimoniale : 0 -Veuf [____] 1 -Célibataire [____] 2 - Marié [____] 3 – Divorcé [____]	
11-si marié, nombre de conjoints ou coépouses: [____]	
12- Taille, nombre de personne à charge du répondant: [____]	
13- Religion : 0 -Catholique [____] 1 –Protestant [____] 2 – Animiste [____] 3 – Musulman [____] 4 - Autre [____]	
14- Occupations du répondant:	
1- Occupation principale _____ / Occupation secondaire _____ /	
Codes occupations : 1 – Elève/Étudiant, 2-Chômeur /à la recherche d'un emploi, 3-Retraité, 4- Femme au foyer, 5-Ouvrier non qualifié, 6-Ouvrier spécialisé, 7- Agriculteur, 8-Commerçant, 9- Artisan – travailleur indépendant (tisserand, mécanicien, maçon, menuisier, couturière), 10-Employé, 11-Enseignant, 12-Profession libérale, 13- Fonctionnaire, 14-Entrepreneur	
15- Nombre d'années de scolarisation : [____] ! [____]	
16- Niveau d'éducation formelle du répondant	
0 - Non scolarisé	[____]
1 - École primaire	[____]
2 - École secondaire / technique	[____]
3 - École Supérieure	[____]
4- Alphabétisé	[____]

## II. Identification et ampleur des impacts environnementaux de l'exploitation minière

1. Depuis combien de temps habitez-vous la localité ? (Préciser le nom \_\_\_\_\_)

Depuis votre naissance	Moins de 5 ans	Entre 5 et 10 ans	10 – 20 ans	20 – 30 ans	+ de 30 ans
<input type="checkbox"/>					

2. Etes-vous satisfait de vivre dans cette localité ?

Oui	Assez	Peu	Non
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3. Justifier votre réponse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Pouvez-vous donner votre point de vue sur l'assertion suivante ? (Veuillez cocher la case qui semble exprimer adéquatement votre sentiment)

	Tout à fait en désaccord	En désaccord	Ni en désaccord, ni en accord	D'accord	Tout à fait d'accord
L'exploitation minière s'accompagne généralement d'une dégradation environnementale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

5. Si d'accord ou tout à fait d'accord, citez les principaux impacts environnementaux liés à l'exploitation minière dans votre localité :

	Cochez la case correspondante
Déboisement et déforestation systématique des zones d'exploitation minière	<input type="checkbox"/>
Pollution des sources d'eau (rivières, lacs, etc.)	<input type="checkbox"/>
Réduction de la production agricole due aux pertes des terres cultivables	<input type="checkbox"/>
Perturbation de l'écosystème/Changement climatique	<input type="checkbox"/>
Dégradation des sols	<input type="checkbox"/>
Pertes de biodiversité	<input type="checkbox"/>
Destruction du couvert végétal et du paysage	<input type="checkbox"/>
Migration des populations	<input type="checkbox"/>

6. Quelle est selon vous, l'ampleur de ces impacts de l'exploitation minière sur l'environnement ?

Très faible	Faible	Grande	Assez grande	Très grande
<input type="checkbox"/>				

7. Votre zone de résidence pourrait être exposée actuellement aux risques environnementaux de l'exploitation minière listés ci-après. Veuillez indiquer votre degré d'accord ou de désaccord avec chacune en cochant la case qui convient.

	Tout à fait en désaccord	En désaccord	Ni en désaccord, ni en accord	D'accord	Tout à fait d'accord
Pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques de pollution physique et chimique des eaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dégradation des sols et du paysage (Risques d'atteinte aux caractéristiques esthétiques et de modifications aux propriétés physiques du sol) Pollution par les déchets solides et chimiques Risques de déversement accidentel d'hydrocarbures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pertes en flore due à la coupe des arbres Déforestation et perte de la biodiversité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Perte de faune et d'habitats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques de pollution sonore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accidents de circulation Risques d'accidents de travail Risques de propagation des IST/VIH	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques de perte d'emploi des travailleurs locaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diminution de la production agro-pastorale liée à la perturbation de l'écosystème	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Risques de sédimentation des cours d'eau Réduction de la ressource halieutique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8. Pouvez-vous nous rappeler votre degré de perception du risque, celui qui exprimait votre sentiment du degré d'exposition aux risques suivants il y a deux ans plutôt ?

	Aucun risque	Risque faible	Risque moyen	Risque élevé	Risque très élevé
Pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins	<input type="checkbox"/>				
Pollution physique et chimique des eaux	<input type="checkbox"/>				
Dégradation des sols et du paysage (Risques d'atteinte aux caractéristiques esthétiques et de modifications aux propriétés physiques du sol) Pollution par les déchets solides et chimiques Risques de déversement accidentel d'hydrocarbures	<input type="checkbox"/>				
Pertes en flore due à la coupe des arbres Déforestation et perte de la biodiversité	<input type="checkbox"/>				
Perte de faune et d'habitats	<input type="checkbox"/>				
Risques de pollution sonore	<input type="checkbox"/>				
Accidents de circulation Risques d'accidents de travail Risques de propagation des IST/VIH	<input type="checkbox"/>				

Risques de perte d'emploi des travailleurs locaux	<input type="checkbox"/>				
Diminution de la production agro-pastorale liée à la perturbation de l'écosystème	<input type="checkbox"/>				
Risques de sédimentation des cours d'eau Réduction de la ressource halieutique	<input type="checkbox"/>				
Dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux	<input type="checkbox"/>				

9. Pouvez-vous préciser aujourd'hui, votre degré de perception du risque, celui qui exprime votre sentiment du degré d'exposition aux risques suivants :

	Aucun risque	Risque faible	Risque moyen	Risque élevé	Risque très élevé
Pollution atmosphérique par les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins	<input type="checkbox"/>				
Risques de pollution physique et chimique des eaux	<input type="checkbox"/>				
Dégradation des sols et du paysage (Risques d'atteinte aux caractéristiques esthétiques et de modifications aux propriétés physiques du sol) Pollution par les déchets solides et chimiques Risques de déversement accidentel d'hydrocarbures	<input type="checkbox"/>				
Pertes en flore due à la coupe des arbres Déforestation et perte de la biodiversité	<input type="checkbox"/>				
Perte de faune et d'habitats	<input type="checkbox"/>				
Risques de pollution sonore	<input type="checkbox"/>				
Accidents de circulation Risques d'accidents de travail Risques de propagation des IST/VIH	<input type="checkbox"/>				
Risques de perte d'emploi des travailleurs locaux	<input type="checkbox"/>				
Diminution de la production agro-pastorale liée à la perturbation de l'écosystème	<input type="checkbox"/>				
Risques de sédimentation des cours d'eau Réduction de la ressource halieutique	<input type="checkbox"/>				
Dégradation des conditions de vie des femmes due à l'accaparement des espaces agropastoraux	<input type="checkbox"/>				

10. Savez-vous que l'utilisation des eaux de surface contaminées par les produits chimiques et déchets solides et les poussières et les gaz d'échappement des véhicules et des engins des sites miniers peuvent avoir des conséquences sur la santé de la population riveraine ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

10.bis Si oui, quelles sont selon vous, parmi cette liste de pathologies, celles dont la consommation des eaux 1 contaminées par les riverains et leur exposition aux poussières et aux gaz d'échappement des véhicules et des engins des sites miniers sont à l'origine ?

	Cochez la case correspondante
Gastro-entérites	<input type="checkbox"/>
Carie et affections buccales	<input type="checkbox"/>
Maladies respiratoires	<input type="checkbox"/>

Paludisme	<input type="checkbox"/>
Autres affections ostéo-articulaires	<input type="checkbox"/>
Autres affections non classées (à préciser) / _____ / _____ / _____ /	<input type="checkbox"/>

**Vous arrive-t-il d'utiliser les eaux de surface contaminées par les produits chimiques et déchets solides du site minier malgré les risques encourus et les conséquences sur la santé ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

**11. Selon vous, en conclusion, y a-t-il eu réduction des impacts environnementaux de l'exploitation minière dans votre localité (entre aujourd'hui et il y a deux ans) ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

**12. Quelles en sont les principales raisons ?**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**13. Selon vous, à qui incombe la responsabilité de l'état de l'environnement dans lequel vous vivez ? (Ne pas suggérer de réponses)**

L'Etat	<input type="checkbox"/>
Les entreprises exportatrices	<input type="checkbox"/>
Autres (à préciser) / _____ /	<input type="checkbox"/>

**14. Y at-il déjà eu des conflits sociaux/économiques liés à l'exploitation minière dans votre localité ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

**14 bis. Si oui, comment et qui ont-ils été gérés ?**

.....

.....

.....

.....

.....  
.....  
15. Selon vous, quelles relations les représentants de la population locale entretiennent avec les autorités préfectorales et l'entreprise extractive (Nommer l'entreprise) \_\_\_\_\_ à propos de l'exploitation minière ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

16. Selon vous, quel rôle la collectivité locale (CDV) peut-elle jouer dans la gestion des coûts/avantages de l'exploitation minière dans votre milieu ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

17. Existe-t-il une voie ou une tribune de communication entre l'entreprise extractive, les autorités préfectorales et les représentants de la population ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

18. Existe-t-il des Organisations de la société Civile (ONG, Associations locales) qui luttent pour la protection de l'Environnement et la gestion équitable des revenus issus de l'exploitation minière dans votre localité ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

18 bis. Si oui, pouvez-vous les nommer ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

19. Que peut-on /que doit-on faire pour réduire davantage les impacts environnementaux de l'exploitation minière dans votre localité ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

20. Quelles sont les canaux d'information existant dans votre milieu et qui peuvent être utilisés pour l'information, l'éducation, la communication pour un changement de comportement de la population sur les impacts environnementaux liés à l'exploitation minière ?

21. Y a-t-il déjà eu une campagne d'information sur les risques et impacts environnementaux liés à l'exploitation minière dans votre zone de résidence ?

21 bis. Quand a-t-elle eu lieu ? / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / Structure promotrice / \_\_\_\_\_ /

22. Selon vous, quelles actions et outils d'information sur la réduction des risques et impacts environnementaux pourraient être les plus utiles

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

23. Connaissez-vous l'ITIE ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

24. Si oui, avez-vous déjà travaillé avec elle ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

25. Avez-vous gagné une meilleure compréhension de l'ITIE par rapport à l'année passée ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

26. Tribune libre (commentaires/Remarques/observations)

.....  
.....  
.....  
.....

# Étude sur l'établissement d'un forum de redevabilité et Enquête de perception du secteur minier au Togo

Guide d'entretien à l'endroit des ONG/Autorités administratives ou communales/ Structures  
déconcentrées de l'Etat

## I- Information Générales

Libellés des caractéristiques
0- Nom et prénom de l'enquêteur :
1- Date de l'entretien :
2- Nom et prénom de la Personne ressource interrogée _____/
3- Poste occupée :
4 – Nom de la structure enquêtée : _____/
5 – Lieu d'implantation : _____/
6 - Statut Juridique : _____/
7 –Nom Région : _____/
8 – Nom Préfecture: _____/
9 – Nom Village : _____/

1. Quelles sont vos attributions dans la localité ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

2. Quelles sont les voies et les moyens de communication qui existent entre vous et la population locale ?

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

3. **Quels sont selon vous, les défis majeurs pour faire de l'exploitation minière un pilier de la croissance économique du Togo ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

4. **Y a-t-il déjà eu des plaintes des populations liées aux impacts environnementaux de l'exploitation minière ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

**Si Oui, quelles sont les organes ou structures responsables de ces plaintes ?**

.....  
.....  
.....  
.....

5. **Entre les populations elles-mêmes ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

6. **Entre les populations et les structures administratives ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

7. **Comment les plaintes sont-elles enregistrées et gérées ?**

.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

**8. Entre les populations elles-mêmes ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**9. Entre les populations et les structures administratives ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**10. Y at-il déjà eu des conflits sociaux/économiques liés à l'exploitation minière dans votre localité ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

**10 bis1 Si oui, comment et qui ont-ils été gérés ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**10 bis2 Entre les populations elles-mêmes ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**10 Bis3 Entre les populations et les structures administratives ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**11. Quelles seraient les meilleures façons de répondre aux défis du développement durable dans l'industrie minière et d'équilibrer les coûts et les bénéfices, à la fois pour les développeurs de projets et pour les communautés?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**12. Existe-t-il des ONG ou associations légalement reconnues dans le milieu ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**12 bis1 Si oui, lesquelles ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**12 bis 2 Quels sont leurs domaines d'action ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**13. Quelles relations entretenez-vous avec elles ?**

.....  
.....

.....  
.....  
.....  
.....

1. **Connaissez-vous l'ITIE ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

2. **Si oui, avez-vous déjà travaillé avec elle ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

3. **Avez-vous gagné une meilleure compréhension de l'ITIE par rapport à l'année passée ?**

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
------------------------------	------------------------------

14. **Que peut-on /que doit-on faire pour réduire davantage les impacts environnementaux de l'exploitation minière dans votre localité ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

15. **Quelles sont les canaux d'information existant dans votre milieu et qui peuvent être utilisés pour l'information, l'éducation, la communication pour un changement de comportement de la population sur les impacts environnementaux liés à l'exploitation minière ?**

16. **Y a-t-il déjà eu une campagne d'information sur les risques et impacts environnementaux liés à l'exploitation minière dans votre zone de résidence ?**

16 bis **Quand a-t-elle eu lieu ? / \_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/ Structure promotrice / \_\_\_\_\_/**

.....  
.....  
.....

17. **Selon vous, quelles actions et outils d'information sur la réduction des risques et impacts environnementaux pourraient être les plus utiles ?**

.....  
.....  
.....

.....  
.....  
.....

**18. Tribune libre (commentaires/Remarques/observations)**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....